



PhyP. 79.A

DE
L'INTERET
DE LA
FRANCE

A UNE
CONSTITUTION MONARCHIQUE,

le 15. Juillet 1791.



Par tous les climats
Ne sont pas bien reçus toutes sortes d'Etats.
Chaque peuple a le sien conforme à sa nature,
Qu'on ne sauroit changer sans lui faire une injure.
Telle est la loi du Ciel, dont la sage équité
Sème dans l'univers cette diversité.

A B E R L I N

Chez la Veuve de S. PITRA, Libraire,

1 7 9 1.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

1911



THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
1911

Avant Propos.

Une cause de beaucoup d'erreurs politiques provient de l'acception de certains mots qui, en passant par la traduction dans d'autres langues, créent une confusion réelle dans les idées.

Les auteurs politiques qui ont traité avec beaucoup de sagacité & d'étendue l'art de la politique, auroient tous dû donner la définition des termes qu'ils ont employés & de l'acception dans laquelle il falloit les prendre. La plus petite équivoque peut en beaucoup de cas devenir la cause d'une grande erreur, qui elle même devient la source des plus grands maux. Les dangers que peuvent amener les équivoques ont été ingénieusement peints par un de nos plus célèbres auteurs dans une faryre où il a personnifié l'équivoque pour la combattre.

La définition exacte des termes employés dans la politique est donc infiniment plus importante qu'on ne le pense. Il seroit fort à désirer que l'on pût dans chaque langue en fixer le sens de la manière la plus claire & la plus précise. Alors il seroit beaucoup plus facile de comprendre le véritable sens qu'il convient d'attacher aux idées que

les termes qu'on employe doivent dépeindre, & aux quelles elles donnent du corps. Il faudroit entreprendre un traité tout entier pour fixer convenablement le vocabulaire de la politique dans chaque langue. Mais la politique devant être considérée comme l'objet d'une science vaste, profonde & difficile, on concevra facilement qu'elle ne peut pas être possédée par la multitude, qui n'est point susceptible d'acquérir les sciences, quoiqu'elle soit appelée à en recueillir les fruits. Chaque science a un langage qui lui est propre, & si l'on veut y employer un autre langage; la science elle même doit s'en ressentir & se dénaturer. Pour acquérir une connoissance exacte de la science politique, c'est-à-dire du gouvernement des Etats, il faudroit d'abord connoître le langage qui lui est propre, mais ce langage lui-même n'est malheureusement fixé dans aucune langue.

On ne parviendra nulle part à remédier convenablement à cet inconvénient, que lorsque le Gouvernement sera parvenu à être fondé sur les principes de la plus saine politique & qu'il entreprendra lui-même de les faire connoître, d'en faciliter l'étude & qu'il présidera lui-même à la science de la politique. Alors il pourra aussi en fixer le langage. Jusques là chacun de ceux qui voudroient traiter quelques objets relatifs à cette science, devra s'affujettir à donner lui-même la définition des termes qu'il employera & l'acception des mots dont il fera usage.

La politique elle-même doit être considérée sous deux rapports, sous celui de la science & sous celui de l'art. On ne sauroit exercer avec succès l'art de la politique sans en posséder la science; mais on peut connoître la science de la politique sans en posséder l'art. La science peut s'acquérir par l'étude, & devient l'objet de la théorie; mais l'art ne s'acquiert que par l'exercice, & devient l'objet de la pratique. Il en résulte que l'on peut être très savant en politique & cependant très peu habile à gouverner, Il en est de la politique comme de tous les arts & de toutes les sciences. Un homme qui posséderoit le mieux la théorie de la médecine, seroit un très mauvais médecin s'il manquoit de pratique. Il seroit d'autant plus dangereux pour ceux qui auroient la témérité de recourir à lui, que la présomption qu'il auroit de ses connoissances, lui persuaderoit plus facilement qu'il seroit aussi habile à bien faire qu'à bien dire. C'est ainsi qu'on peut dire que les savans en politique sont communément les hommes les plus dangereux dans un Etat. On doit ranger au nombre des savans les orateurs aussi bien que les écrivains politiques. Ceux qui se livrent à la déclamation ou à la dissertation sur la politique, en imposent facilement au Vulgaire qui se laisse toujours séduire par les superficies & qui n'est point capable d'approfondir les choses, surtout lorsqu'elles lui sont présentées avec une certaine adresse à laquelle on employe également l'audace.

& la flatterie. C'est par ces moyens que les Tribuns à Rome & les Orateurs dans la Grece & principalement à Athenes réussissoient à émouvoir & à capter la multitude & à troubler l'Etat par elle.

Le succès des empiriques politiques, sera toujours le même dans tous les temps. Il sera d'autant plus grand, que les hommes qui les écouteront, auront plus d'aptitude à saisir les théories qui leur seront présentées comme favorables à leurs passions, qui sont les ressorts que les empiriques font mouvoir.

Ceux-ci auront d'autant plus d'influence que le gouvernement d'un Etat sera devenu la cause de plus de maux, c'est à dire qu'il aura laissé introduire plus d'abus. Il ne sera pas difficile alors d'émouvoir la multitude par le tableau des maux qu'elle sent, dont elle apperçoit quelques causes, mais dont elle ignore les remèdes. Elle se persuadera facilement que ceux qui savent si énergiquement attaquer les abus, & dépeindre si bien les causes des maux qui en proviennent, sont aussi les plus capables d'y apporter les remèdes les plus efficaces.

C'est là une erreur funeste aux hommes. S'ils favoient un moment écouter le simple bon sens, ils redouteroient les secours des Empyriques & invoqueroient ceux des gens exercés dans l'art qui exige le plus la réunion de la théorie avec une pratique consommée. On ne doit cependant pas s'é-

tonner, que les hommes se livrent à cette erreur en politique, lorsqu'on les voit embrasser la même en medecine. La foiblesse de l'humanité donne dans tous les hommes un accès facile à la flatterie & à l'espérance. Ceux qui flattent le plus & qui excitent le plus à l'espérance par des promesses exagérées & hardies, sont toujours les premiers écoutés. Les hommes ne sont détrompés de leurs erreurs que par leur propre expérience, souvent tardive & toujours funeste. Alors ils ont recours aux gens de l'art, alors ils détestent ceux qui les ont trompés, alors ils invoquent ceux qui peuvent, ou remédier efficacement à leurs maux ou au moins les adoucir s'ils sont portés à un degré qui ne permette plus une guérison complète à cause du ravage exercé par les empyriques. C'est ainsi qu'on a vû dans différens temps recourir, dans les calamités publiques & lorsque les désordres étoient parvenus au plus haut degré, à des mesures sages, la multitude s'abandonner enfin à la conduite d'un seul législateur, ou d'un très petit nombre capable d'exercer le pouvoir redoutable de fixer le sort de toute une nation & de décider de celui de races entieres. Tel sera enfin l'événement qui fera disparoître les calamités qui affligent la France, à moins que le prestige qui s'est emparé de la multitude ne se prolonge jusqu'à ce que la ruine qui menace ce Royaume au dedans & au dehors ne soit consommée. Le salut de la France dépend de la promptitude avec laquelle la

Nation Françoisse se déterminera à reconnoître la seule autorité qui puisse efficacement la garantir des maux qui la tourmentent, qui est l'autorité d'un Monarque.

Je me suis proposé d'indiquer dans cet essai les principaux motifs d'intérêt qu'a la nation Françoisse de se soumettre au gouvernement Monarchique. Je crois devoir le faire précéder de l'explication de quelques termes dont j'ai dû faire usage, ou qui peuvent être employés ailleurs dans le langage politique, en définissant l'acception que je leur donne & que je pense qui est plus exacte que celle qu'on y attache communément sans beaucoup de reflexion.

NATION. J'entends par nation la totalité des habitans naturels d'un même pays qui y sont établis en vertu de leur naissance ou d'un rître d'adoption qui leur donne les mêmes droits qu'ils auroient reçus par la naissance. Ce rître designé par la naturalisation, indique exactement qu'il doit servir à suppléer à la naissance qui est un effet de la nature. Ainsi une nation se compose d'habitans naturels & d'habitans naturalisés. Tous ceux qui ne sont pas compris sous cette dénomination sont étrangers. Les loix qui ont déterminé les droits qui dérivent de la naissance, ont aussi réglé les cas, où ces droits pouvoient être perdus ou acquis. Ainsi il a été réglé qu'un homme né en pays étranger de parens appartenans à une nation, seroit toujours regardé comme en faisant lui-même partie, lorsque les parens n'auroient point aban-

donné leur patrie, c'est à dire le pays de leurs pères, & n'en seroient absens qu'accidentellement, & qu'un homme né dans un pays ne deviendrait pas membre d'une nation par le seul accident de la naissance, lorsque les parens dont il naîtroit seroient eux-mêmes dans le pays en qualité d'Etrangers.

Les droits qui dérivent de la naissance ne doivent pas être confondus avec ceux qui dérivent de la qualité des hommes. Ils peuvent n'être pas tous égaux, lorsque les loix ont marqué des différences en faveur de certaines personnes qui réunissent différentes qualités. Les droits qui dérivent de l'âge, du sexe, de la propriété, de la condition accidentelle des personnes, sont indiqués par des degrés qui dépendent de la différence des qualités. Une société ne sauroit exister sans cette différence. La différence des droits des divers membres d'une société, est donc elle-même nécessaire à la conservation de la société. La reunion des droits les plus essentiels d'un membre de la société, est désignée par le mot générique de droit de cité. Ceux qui jouissent de ce droit sont désignés par le titre de CITOYENS & forment une classe particuliere & la premiere classe de la totalité des habitans du même pays c'est à dire d'une nation. Ce sont eux qui sont les fondateurs ou les représentans des fondateurs de la Nation. Les autres habitans sont membres de la nation dans le même rapport que les femmes, les enfans & les serviteurs sont membres d'une famille, on n'ima-

ginera jamais que ces différens membres le soient à des titres égaux. Il est aisé de sentir d'après cette comparaison, dont on ne sauroit révoquer l'exactitude en doute, que ce ne peut pas être le nombre qui constitue le droit de régler le gouvernement d'une nation, de même que ce n'est point au nombre qu'appartient le gouvernement d'une famille, qui est l'image la plus vraie de toute société politique, c'est à dire d'une nation.

Lorsqu'on veut étendre les mêmes droits aux personnes qui n'ont pas les mêmes qualités, on trouble l'ordre de la société en établissant des droits égaux sur des bases inégales. C'est alors que les inégalités deviennent plus sensibles & que l'objet que doit se proposer la société par une bonne législation est entièrement manqué. Le principe de l'égalité naturelle dans l'ordre moral ne peut point avoir son application dans l'ordre social, parce qu'il est absolument impossible de faire disparaître les inégalités accidentelles qui résultent de l'état de l'homme en société. Tout ce que les loix peuvent faire, c'est de déterminer les classes qui se composent des personnes qui réunissent les mêmes qualités & d'assurer la jouissance des droits de chaque classe. La différence des qualités sur lesquelles se fonde la différence des droits, donne lieu à une différence dans les intérêts. Il y a dans une société des droits communs de même que des intérêts particuliers. Les intérêts communs sont tous compris dans l'inté-

rêt de la conservation de la société, d'où dérive l'intérêt de la prospérité générale, sans laquelle la conservation même de la société seroit en danger. Les intérêts particuliers doivent être subordonnés à l'intérêt général. Ils seront bien ordonnés, lorsque les droits particuliers tendront à favoriser la prospérité générale. C'est cette combinaison qui constitue une bonne législation. L'objet d'une bonne législation, est d'établir l'ordre social sur les bases les plus propres à assurer la conservation & la prospérité de la Société. Cet ordre ne peut pas exister si l'on établit des droits égaux sur des bases inégales; mais les bases étant inévitablement inégales, l'ordre social exige absolument que les droits des membres d'une nation soient inégaux. Le système de l'égalité des droits en société, est donc entièrement absurde & ne tend qu'à troubler l'ordre social.

Les droits d'une nation se composent de la réunion de tous les droits particuliers; mais la conservation des droits particuliers, ne peut point être altérée sous le prétexte des droits généraux, autrement ils tomberoient ensemble, puisque les parties d'un tout ne peuvent pas être détruites, sans que le tout ne soit ou affaibli ou lui-même détruit. L'intérêt général d'une nation exige donc la conservation des droits particuliers, qui ne sont point opposés à l'ordre social & qui servent même à le fixer.

De même qu'une nation est la réunion d'un grand nombre d'individus qui sont désignés par le terme générique de naturels du pays, de même les naturels sont eux-mêmes les descendants d'individus qui dans l'origine ne faisoient point partie de la même nation & étoient eux-mêmes naturels d'un autre pays. Les différentes origines sont souvent conservées, lorsque les nouveaux membres qui sont incorporés à une nation, forment un nombre assez considérable pour avoir une désignation spéciale. Ces aggregations particulières d'individus qui se detachent d'une nation pour s'incorporer à une autre s'appellent races tant qu'on distingue la racine d'où elles sortent. Une grande nation est communément composée de plusieurs races. Ces races établies dans une partie du pays qui appartient à la même nation peuvent y exister à des conditions particulières, qui constituent leurs droits particuliers, fondés sur des conventions réciproques. Ces droits ne peuvent être détruits que par de nouvelles conventions réciproques. On peut appartenir en général à une nation, on fait partie d'une race, on fait partie d'une classe, on fait partie d'une famille. A ces divers titres on jouit de divers droits, tous très distincts & très réels, & qui ne peuvent être détruits ou changés que par des conventions. La force ne dénature pas le droit, quoiqu'elle puisse en empêcher l'exercice. Une partie d'une nation subjuguée par la terreur, ou égarée par la séduc-

tion peut bien attaquer les droits de l'autre, peut bien en empêcher l'exercice; mais rien dans le monde ne peut donner à la force la qualité de la justice. Force n'est pas justice. Elle peut lui servir d'instrument aussi bien qu'à l'injustice. La volonté générale c'est à dire celle de la majorité apparente fait la loi entant qu'elle a la force; mais elle ne décide pas de la justice. Une nation peut faire des actes de force, mais une nation peut néanmoins être très injuste & être très peu éclairée sur ses vrais intérêts.

PEUPLE. J'entends par peuple un ordre particulier de la nation qui se confond souvent mal à propos avec la nation même à cause de son origine latine, où le mot peuple designoit effectivement la nation, les Romains n'en ayant point d'autre. La nation chez eux se divisoit en deux ordres, le premier étoit composé des patriciens, c'est à dire des descendans des fondateurs, des peres PATRES des premières familles de Rome. Le second étoit composé des plébeyens ou descendans de ceux qui avoient été admis au rang de citoyens à des conditions inférieures à celles des fondateurs. Les droits des uns & des autres étoient fondés sur des conventions réciproques. On pouvoit par adoption, ou suivant d'autres formes, devenir citoyen de l'un ou de l'autre ordre. Chaque ordre se divisoit en plusieurs classes. Le second ordre s'appelloit PLEBS. C'est celui-là que je designe par le mot peuple. La dernière classe du peuple chez

les Romains s'appelloit **FEX**. Je la désigne par le mot populace & suis loin de confondre un ordre respectable, avec ce qui n'en est que le rebut dans lequel il faut comprendre également le rebut de l'autre ordre. Ce que les Romains appelloient patriciens, je le désigne par le mot nobles parceque les nobles ont été en Europe les fondateurs des nations, les premiers pères de famille, les premiers propriétaires, comme les patriciens l'avoient été à Rome. En cela ils ont été & leurs représentans sont effectivement plus distingués plus remarquables plus **NOTABLES** ou **NOBLES** que les membres de l'autre ordre. Mais les loix modernes ne s'opposent pas plus que les loix Romaines à ce que l'on puisse parvenir d'un ordre à un autre, de même qu'on peut passer d'une classe d'un ordre à une autre classe. Je suis aussi éloigné de ne pas considérer l'ordre du peuple comme n'étant pas très respectable, que de le confondre avec celui de la noblesse dont la distinction me paroît avantageuse & même nécessaire à établir pour la sûreté des propriétés. Mais l'ordre de la noblesse me paroît devoir être beaucoup plus considérable qu'il ne l'est communément par le nombre, en l'établissant sur d'autres qualités que les titres des ayeux qui ont porté de certains noms. En aucun cas on ne pourra empêcher qu'il n'y ait de fait des classes très inférieures dans une nation très civilisée, & qu'il n'y ait une lie dont le mélange avec la masse n'y soit très nuisible.

Il est donc important de ne pas confondre la lie ou la populace avec la partie saine du peuple; mais si le peuple a intérêt à ne pas être confondu avec la populace, il n'est pas moins important aux citoyens propriétaires, d'être distingués de ceux qui ne le sont pas & de composer par conséquent un ordre différent.

CITOIENS. J'entends par citoyens tous les membres d'une cité qui ont des intérêts particuliers dépendans de l'intérêt général de la Cité. Je prens le terme de Cité absolument pour synonyme de Nation, parce que le titre de Citoyen *civis* qui dans l'origine n'appartenoit qu'aux habitans renfermés dans la même enceinte, & dérive de la dénomination de cette enceinte appelée *CIVITAS* s'est étendu depuis à des habitans d'un même pays tant des villes que des campagnes. Mais il ne suffit pas d'avoir des intérêts dépendans de l'intérêt général, il faut encore posséder des qualités propres à défendre & faire valoir l'intérêt général, Si les intérêts particuliers ne sont pas tous égaux, & si les qualités des hommes sont encore plus inégales, il est certain que les membres d'une nation ne peuvent pas avoir également droit au titre de Citoyen & qu'ils ne peuvent pas avoir ce droit à un degré égal. Il doit donc exister dans une nation des membres qui soient exclus de ce titre, & d'autres qui en jouissent à des degrés différens. Il peut

donc y avoir différens ordres & différentes classes de citoyens. On peut être membre d'une nation & ne pas y jouir des mêmes droits. Si l'on veut désigner tous les membres d'une nation sous le terme générique de citoyens, il faut nécessairement en marquer les différentes espèces par des dénominations qui soient jointes au titre commun. Le terme générique qui convient le plus à tous les habitans d'un même pays régi par le même gouvernement est celui de Sujets. Tous sont soumis au même gouvernement, sont sujets de ce gouvernement, mais tous ne sont pas essentiellement Citoyens, dans la véritable acception de ce terme honorable. Le terme de sujet est devenu odieux à quelques égards par l'abus des gouvernements ; mais en faisant disparaître les abus, le terme n'a plus rien qui soit contraire aux dispositions que doit apporter tout être raisonnable, de s'assujettir à tout ce qui est nécessaire à l'intérêt général. Je ne regarde donc pas tous les sujets d'un Etat comme Citoyens de cet Etat, quoique tous les Citoyens doivent être sujets. Ce qui n'est pas sujet est souverain, que la souveraineté soit déposée entre les mains d'un seul ou entre les mains de plusieurs. J'écarte la vaine question de la source de la souveraineté. Il suffit de savoir qu'une nation ne peut pas l'exercer, dès lors il doit exister un Souverain actif. Tout ce qui est soumis au gouvernement de ce Souverain est son sujet. L'orgueil & le gout de l'indépendance peuvent faire

naître & adopter d'autres idées; mais elles répugnent à la raison & tendent à troubler l'ordre social.

RÉPUBLIQUE. J'entends par une république un Etat où la Souveraineté est exercée par un Sénat ou un corps quelconque. Cette acception étoit différente chez la nation dont nous avons emprunté le mot. On est dans ce sens sujet d'une république ou Etat républicain de même qu'on peut être sujet d'un Monarque. La seule différence qui existe dans les deux cas c'est que le Souverain d'une République est composé de la réunion de plusieurs membres qui individuellement sont eux mêmes sujets, & que dans une Monarchie le Souverain n'est point sujet. On a fait un seul mot dans les langues modernes de ce qui en faisoit deux dans la latine. RES PUBLICA la chose publique est l'objet du gouvernement. Elle intéresse toute la nation qui étoit désignée par les Romains par le terme de POPULUS auquel on joignoit le Sénat dont les CONSULS étoient les chefs, en sorte que le Souverain étoit désigné par une phrase entière, SENATUS POPULUSQUE ROMANUS. Lorsque le Sénat & la nation Romaine eurent abandonné la Souveraineté aux Empereurs, ceux-ci furent chargés du soin de veiller à la chose publique REI PUBLICÆ. La chose publique subsista parcequ'elle existe partout où il y a une société, mais la République fut détruite & remplacée par la Monarchie qui malheureusement devint

bientôt arbitraire par l'avilissement du Sénat, la dégénération du peuple & la corruption des Soldats.

ÉTAT. J'entends par l'Etat, la chose publique, depuis que la république a reçu une autre acception. L'Etat est l'objet commun de toute une nation. L'intérêt de l'Etat est l'intérêt général. On dit le bien de l'Etat, la gloire de l'Etat, la prospérité de l'Etat, le salut de l'Etat. Le meilleur gouvernement sera celui qui sera le mieux adapté à l'intérêt de l'Etat. Celui où le Souverain sera composé de membres qui comme tels voudront profiter d'une autorité passagère, pour leur intérêt particulier, sera vicieux; car il ne faut pas douter que les hommes ne soient en général très portés à vouloir ce qu'ils peuvent, & par conséquent à abuser de leur autorité. Tel est dans les Monarchies le danger auquel la nation est exposée de la part des Ministres du Souverain. Tel est dans les Républiques le danger auquel la nation est exposée de la part des membres mêmes du Souverain. Mais il est plus aisé de parer ou de remédier au danger dans une Monarchie que dans une République. Car lorsque c'est le Souverain lui-même qui cause les maux dont souffre une nation, il n'y a point de milieu entre l'oppression ou la révolte, qui elle-même est la cause des plus grands maux par la violence de ce remède terrible. Dans une Monarchie bien organisée, l'intérêt du Souverain est inséparable de l'in-

l'intérêt de l'Etat. Il l'est également dans une République; mais le Souverain étant indivis dans une Monarchie & étant composé dans la République, l'intérêt du Souverain dans ce dernier cas est toujours affoibli par la lutte des intérêts particuliers de ses membres qui, comme individus en ont souvent d'opposés à ceux de l'Etat, ce qui n'existe pas dans la Monarchie.

GOVERNEMENT. J'entends par le Gouvernement personnifié les agens du gouvernement de l'Etat ou de la chose publique, en sorte que l'Etat est l'objet, la forme du gouvernement est la règle, & les Agens sont les instrumens de l'autorité souveraine. Le gouvernement lorsqu'il exprime les instrumens, peut être juste ou vexatoire, éclairé ou ignorant, sage ou téméraire, louable ou blâmable. Mais il est toujours un objet sensible & sur lequel on peut avoir prise. On peut donc remplacer, punir, récompenser, les agens du gouvernement, au moyen d'une responsabilité bien établie, sans recourir à des changemens dans la forme du gouvernement, lorsque celle-ci a été une fois déterminée d'après l'intérêt de l'Etat. Si par une longue suite de temps & par le concours des circonstances, il s'est glissé des abus qui ont altéré cette forme, lorsque le type en existe dans les loix fondamentales de la Nation, il ne s'agit que de ramener la forme altérée du gouvernement à celle que prescrit le type d'après lequel elle a été établie. Il n'est point nécessaire, & il est

même très dangereux, d'entreprendre la réformation du gouvernement sans avoir égard à ce type. On ne peut point impunément rejeter, encore moins entreprendre de détruire, les loix fondamentales d'un Etat.

LIBERTÉ. J'entends par ce mot la jouissance de la sûreté des personnes & celle des propriétés conformément aux loix fondées sur l'avantage commun. Partout où cette jouissance peut être troublée & de quelque manière qu'elle le soit il n'y a point de liberté. Lorsque la liberté est indéfinie, elle s'appelle licence, lorsque la licence n'est pas arrêtée, elle s'appelle indépendance. La liberté a des bornes, la licence n'en connoit point, l'indépendance ne veut aucun frein. Des loix sages fixent les bornes de la liberté. Des loix imprudentes ouvrent le champ de la licence. Des loix perfides abandonnent les hommes à l'indépendance pour les entraîner dans des précipices. La liberté est un très grand bien. La licence est un fléau. L'indépendance est la dissolution de l'ordre social. La liberté est invoquée par les hommes justes. La licence est recherchée par les hommes pervers. L'indépendance est l'objet des vœux des méchans & des ambitieux. Les hommes foibles & peu éclairés se méprennent sur la liberté, sur la licence, & sur l'indépendance. Ils grossissent sans s'en douter la foule de ceux qui courent après la licence & l'indépendance en croyant toujours poursuivre la liberté, qu'ils laissent de plus en plus derrière

eux, après avoir dépassé les bornes audehors desquelles elle est placée. La liberté est donc mal connue & peu de gens savent se fixer auprès d'elle.

DES POTISME. Le Despotisme provient de la même source que l'esprit d'indépendance, de l'orgueil partage commun de l'humanité. Tout homme, de tout âge & de tout sexe, est despote au fond du cœur. La force de la raison seule parvient à étouffer cette passion de dominer, qui chez beaucoup d'hommes est semblable à une soif dévorante. Il ne faut que des occasions pour développer les germes du despotisme, qui souvent ne restent stériles, que par défaut des circonstances propres à les favoriser. Le despotisme dans le gouvernement, consiste dans la faculté de faire tout ce qu'on veut d'une manière absolue & arbitraire. Partout où le pouvoir est absolu & arbitraire, règne le Despotisme: d'où il résulte que c'est une erreur manifeste que d'attribuer le Despotisme à l'unité, c'est à dire à la qualité de Monarque. Si les hommes armés d'un pouvoir despotique, n'en faisoient usage que selon les règles de la justice & de la raison, le Despotisme seroit le gouvernement le plus désirable. Mais comme il ne faut point attendre que les hommes soient constamment, & même longtems de suite, guidés par la justice & la raison, il s'en suit que le Despotisme dans le gouvernement est infiniment dangereux. Les passions & les caprices dirigent trop souvent le Despotisme, pour qu'il ne soit

pas infiniment redoutable. Il doit l'être d'autant plus, que les passions auront plus d'activité & que les caprices seront plus fréquens. Si une aggrégation d'hommes est armée du Despotisme, c'est à dire du pouvoir absolu & arbitraire, il aura toute la force des passions de cette aggrégation, & il recevra d'autant plus fréquemment les impulsions des caprices, que les individus dont sera composée l'aggrégation sera plus nombreuse. Il suit de là que le Despotisme de la multitude, désigné par le Despotisme populaire, est le plus redoutable, & que le Despotisme d'un seul l'est le moins. Lorsque celui de la multitude s'exerce, son empire devient tellement insupportable, que la durée en est aussi courte qu'elle est terrible. Le Despotisme d'un seul est communément le remède auquel on a recours; mais il arrive quelquefois qu'il faut encore passer sous le Despotisme de plusieurs. Quoiqu'il en soit il importe infiniment d'avoir du Despotisme une idée exacte, de crainte qu'en confondant le pouvoir tempéré d'un Monarque avec l'idée du Despotisme, les hommes ne tombent véritablement sous le Despotisme de plusieurs, ou de la multitude, par une fausse terreur du pouvoir d'un seul. Partout où il y aura réunion d'absolu & d'arbitraire dans le pouvoir, il y aura Despotisme; mais cette réunion n'est nullement attachée nécessairement au pouvoir du Monarque, qui peut être défini & déterminé, quoiqu'il soit assez grand pour le rendre Souverain.

Enfin le Despotisme est un monstre qui peut avoir une seule tête, plusieurs têtes, ou une multitude de têtes. Dans le premier cas il est désigné vulgairement par la Monarchie absolue; dans le second par l'Olygarchie, dans le troisième par l'Ochlocratie.

SOVERAIN. Le Souverain dans l'Etat est celui qui jouit d'un pouvoir au-dessus de tous les autres pouvoirs du même genre. Le Souverain peut l'être à quelques égards & ne pas l'être à d'autres. Lorsqu'il l'est à tous égards, il est Souverain absolu; lorsqu'il ne l'est qu'à quelques égards il est limité sous ces rapports. Les seules limitations nécessaires à imposer au Souverain, sont celles du pouvoir législatif & du pouvoir judiciaire. Celle-ci doit être moins marquée que l'autre; parce qu'il suffit que le Souverain ne soit pas Juge des cas dans lesquels il peut avoir un intérêt particulier & qu'il ne soit pas chargé de juger par lui-même ce qui peut être déféré à d'autres Juges. Mais s'il doit être limité quant aux fonctions de juger, il ne doit point l'être quant aux moyens de faire rendre la justice. D'où il suit que le Souverain doit avoir le droit d'instituer les juges & de les contraindre à remplir les fonctions dont ils sont revêtus. Dans ce sens le Souverain jouit souverainement du pouvoir judiciaire. Le pouvoir législatif ne peut guères être accordé à un seul homme, ni à un seul corps, parce que les loix doivent être fondées sur la connoissance la

plus parfaite des besoins de ceux pour qui elles sont faites. Sous ce rapport ceux pour qui les loix sont faites, doivent concourir à leur formation. Le pouvoir législatif se partage alors entre le Souverain & la Nation. Sous ce rapport le Souverain ne cesse pas d'être Souverain relativement aux représentans de la Nation pris individuellement. Le corps de ces représentans qui ne composent pas eux-mêmes la Nation, est toujours inférieur au Souverain qui partage avec lui le pouvoir législatif, & réunit en lui seul les autres pouvoirs de la Souveraineté.

Le Souverain est un Monarque lorsque les pouvoirs sont réunis dans une seule main, ou qu'il n'y a de partage qu'à l'égard du pouvoir législatif. Il est un corps Aristocratique, lorsque les pouvoirs de la Souveraineté sont confiés à un corps composé de membres d'une classe distinguée. Il est un corps Démocratique, lorsqu'il est composé de membres tirés indistinctement de la multitude. Dans tous les cas ceux qui sont au dessous du Souverain sont sujets. On peut être sujet d'une Monarchie, d'une Aristocratie, ou d'une Démocratie; selon que le Souverain est un Monarque, un Sénat, ou une Assemblée tirée de la multitude, si elle ne peut pas agir collectivement elle même. Dans les deux derniers cas les membres du Souverain sont en même tems sujets. Dans le premier le Souverain a des sujets, mais

ne peut pas l'être puisqu'il n'a personne au dessus de lui.

TYRAN. Dans son origine signifie usurpateur. L'usurpation qui est fondée sur la violation des loix, les méconnoit toutes lorsqu'elles s'opposent à ses desseins. L'usurpateur se règle uniquement selon son intérêt, qui est d'acquérir & de maintenir l'autorité souveraine. Il met sa volonté à la place de la loi. Les moyens qu'il emploie sont communément très violens & très oppressifs. Ils rendent la tyrannie odieuse. Lorsque des Souverains légitimes séduits par leurs passions ou des conseils perfides, entreprennent d'étendre leur autorité au delà des bornes fixées par les loix de l'association publique qui les a établis; ils se trouvent alors souvent entraînés dans des mesures qui ne conviennent qu'à des usurpateurs. Les actes qu'ils commettent alors sont des actes de tyrannie & non pas de Souveraineté; mais la résistance qu'on peut opposer au Souverain en pareil cas, n'est point la même que celle qu'on emploie contre le Tyran. De même que le Souverain peut être indivis ou composé, il peut aussi s'élever dans un Etat un Tyran ou une association de Tyrans. L'association des Tyrans ou usurpateurs suivra les mesures propres à l'usurpation. Plus l'association sera nombreuse, plus les actes tyranniques seront multipliés & violens. Aussi arrive-t-il souvent que la tyrannie de plusieurs finit par la tyrannie d'un seul, ainsi qu'on l'a vu à l'égard du long par-

lement d'Angleterre & de Cromwell, parce que la tyrannie de plusieurs est tellement insupportable, qu'on finit par favoriser le plus habile ou le plus heureux des Tyrans, lorsqu'on ne peut, ou lorsqu'on ne croit pas pouvoir, réussir à rétablir le Souverain légitime. Le règne d'un Tyran peut être favorable à l'Etat, celui de plusieurs ne le peut jamais. Aussi y a-t-il plus d'exemples de continuité de la Souveraineté dans une seule famille, que dans une aggrégation de familles. Malheur aux Etats qui se trouvent passagerement soumis à une aggrégation de Tyrans, qui après s'être élevés par la séduction, ne se maintiennent que par la violence ou déguisée ou ouverte.

Ce Vocabulaire m'a paru nécessaire dans un tems où l'abus des mots est devenu si grand & si funeste, qu'on ne fauroit trop se convaincre de la nécessité de définir au moins ceux dont on a le plus étrangement abusé.

D E

L'INTÉRÊT DE LA FRANCE A UNE
CONSTITUTION MONARCHIQUE.

Les attributions données par Montesquieu aux différens genres de gouvernemens, comme principes de ces gouvernemens sont plus spécieuses que véritables. Elles ont même leur danger par les fausses conséquences qu'on en peut tirer. En attribuant à la Monarchie l'honneur & aux Républiques la vertu pour principe, il sembleroit que la vertu ne fût pas aussi nécessaire ni aussi commune dans les Monarchies que dans les Républiques. Cependant le véritable honneur loin d'être séparable de la vertu, n'est autre chose lui-même que la vertu revêtue d'un plus grand éclat. Malheureusement la simple vertu & la vertu la plus éclatante qui constitue l'honneur au plus haut degré, sont également des mobiles insuffisans pour réunir tous les esprits surtout dans une nation nombreuse. Il en est un qui l'emporte dans tous les hommes & qui décide de tous leurs vœux, de toutes leurs actions. C'est l'intérêt. Voilà le mobile universel.

Je ne considérerai donc la forme Monarchique dans le gouvernement, que sous le rapport de l'intérêt de la Nation à laquelle il convient par ce motif d'y être soumise.

Je définirai d'abord ce que j'entends par l'intérêt de la Nation & par la justice de la loi. L'intérêt de la Nation est, ainsi que celui de toute société & de tout individu de remplir le but de son existence. Ce but est la conservation & la prospérité de la Nation, de la société particulière, de l'individu. Tout ce qui tend à ce but est juste, tout ce qui en écarte est injuste. Une loi favorable à la conservation & à la prospérité de la Nation est juste, une loi contraire à la conservation & à la prospérité de la Nation est injuste. Le degré de justice ou d'injustice des loix se mesurera sur leur effet plus ou moins direct & prochain, sur la conservation & la prospérité d'une Nation.

Une Nation peut commettre une grande injustice envers elle-même en adoptant, soit dans son principe, soit dans le cours de son existence une forme de Gouvernement qui ne seroit pas aussi propre qu'une autre à assurer sa conservation & sa prospérité. L'injustice alors n'est que l'effet de l'erreur, parce qu'on ne peut pas supposer que toute une nation ou une majorité de la nation assez grande pour entraîner l'autre de manière à donner l'apparence de la volonté de la totalité à ses résolutions, s'accorde à vouloir ce qui lui est nuisible, ce qui menace ou rend plus difficile sa conservation ou sa prospérité.

Une Nation ne commettra jamais cette injustice envers elle-même, si elle peut être garantie de l'erreur. Mais comme l'erreur est le partage com-

mun de l'humanité, on peut croire qu'une nation entière, c'est à dire une assez grande majorité d'une nation pour être regardée comme la nation entière, peut être entraînée dans l'erreur qui lui fera commettre envers elle-même l'injustice d'adopter une forme de gouvernement la moins convenable à son intérêt, c'est à dire à sa conservation & à sa prospérité.

Une Nation qui auroit été entraînée dans une erreur aussi funeste, ne pourra pas être accusée d'être coupable de la malice qui rend l'injustice révoltante & haïssable. Elle inspirera la pitié qui convient aux malheureux plutôt que la haine qui est due aux méchans. La haine & l'horreur seront toutes entières réservées aux auteurs de l'erreur. Ceux-ci sont ces hommes méchans qui ont recours à l'imposture & à la flatterie, pour séduire, tromper & égarer les peuples, en excitant & entretenant parmi eux les passions les plus actives, telles que la crainte, la cupidité, l'amour de l'indépendance, la jalousie, la haine & la vengeance.

Le gouvernement François, en conservant la dénomination de Monarchie, s'étoit insensiblement altéré au point d'avoir perdu les qualités essentielles du gouvernement Monarchique. Les abus résultans de cette désorganisation avoient occasionné de grands maux dans l'Etat. Toutes les classes en étoient atteintes. Toutes avoient un égal intérêt à les voir détruits. Un Roi doué d'une bonté plus grande que la Nation Françoisse ne s'en

est montrée digne, puisqu'elle l'a méconnue; avoit conçu la noble & généreuse résolution de convoquer la Nation François & d'appeler toutes les classes à la participation de ce bienfait, devenu par les complots des méchans & des ambitieux la source des malheurs d'une Nation dont tous les maux alloient cesser, si l'imposture n'eut pas triomphé de la bonne foi. (a)

L'erreur la plus funeste par laquelle la Nation a été séduite, a été d'attribuer au gouvernement Monarchique tous les maux qui ne résultoient que de la dégénération qu'avoit éprouvé le gouvernement François & par son influence la Nation elle-même. L'erreur du Roi a été de ne pas appercevoir que la régénération de toute une Nation corrompue par le luxe ou la misère, ne peut point s'opérer par elle-même & qu'elle doit être préparée par les Chefs de cette Nation, qui doivent eux-mêmes réformer les vices de l'administration pour préparer la réforme du Gouvernement. Mais malheureusement l'imposture s'étoit assise à côté du trône & présidoit aux Conseils du Monarque. Ainsi la ligue qui s'étoit formée contre les intérêts de la Nation & de son Chef, parvint à attaquer à la fois le Royaume de France par tous les points qui servoient d'appuis à sa gloire, à sa prospérité & à sa conservation.

Mais ce n'est point l'histoire de la révolution que j'entreprends. Je ne chercherai point à en

(a) Voyez les Notes à la fin de l'ouvrage.

tracer les causes dont l'enchainement embrasse plus d'un siècle d'erreurs, qu'on a voulu faire expier à une seule génération, & en quelque sorte à un seul homme, à celui dont la bonté le décida à vouloir réparer tous les maux en détruisant tous les abus. Je me renfermerai donc dans l'objet de cet ouvrage, qui est de démontrer que la France a intérêt à être une Monarchie, non seulement à raison de sa plus grande prospérité, qui dépend de la forme de gouvernement la plus convenable à chaque Etat en général, mais à raison du danger qui menace l'existence même de la France, en considérant toutes les circonstances où elle se trouve, si la Nation Française ne se hâte de réclamer hautement, énergiquement, & unanimement, le rétablissement de l'autorité royale, de cette autorité tutélaire que rien n'a remplacé, & dont la destruction est la cause unique de l'anarchie qui désole la France & prépare sa ruine totale, pour peu que l'on tarde à la faire cesser.

J'éviterai les discussions dans lesquelles il faut droit entrer pour démontrer quelle est la forme de gouvernement qui convient le mieux à chaque Etat. Il suffit qu'il soit bien reconnu qu'aucune des formes connues ou imaginables, ne peut s'établir d'une manière absolue, & que par conséquent un gouvernement ne porte une dénomination plus particulière qu'en raison de ce que sa forme principale est plus voisine d'une des formes absolues qu'on regarde comme servant de types aux diffé-

rents gouvernemens. Malgré les assertions de tous les novateurs, on me permettra de m'en tenir à l'expérience & aux opinions des politiques les plus célèbres, pour être persuadé que le gouvernement Monarchique est le plus convenable à un Etat très peuplé, d'une grande étendue, & environné de beaucoup de voisins. Mais un autre motif plus puissant doit faire sentir cette convenance, c'est que dans un grand Etat la liberté des Citoyens est dans un danger plus imminent de la part de magistrats républicains, que de la part de magistrats dont les pouvoirs émanent d'un Monarque, parce que les magistrats républicains sont toujours ou trop puissans ou trop foibles. Trop puissans lorsqu'ils se couvrent du prétexte du danger de la chose publique, trop foibles lorsqu'il s'agit de garantir les individus contre la masse sans cesse agitée d'un peuple qui crée les magistrats & dicte les loix que ses représentans prononcent.

LIBERTÉ. Je mettrai donc au premier rang des motifs de l'intérêt qu'a la France d'être gouvernée par un Monarque, la garantie de la liberté individuelle. C'est au même nom qu'on a tant prostitué & dont on a tant abusé, pour égarer la malheureuse nation Française, que j'invoque l'établissement, l'affermissement de l'autorité monarchique. Si les François veulent être libres ils doivent avoir à leur tête un Chef puissant qui ait le même intérêt qu'eux tous à la prospérité commune, au lieu de cette multitude innombrable de

petits chefs, trop foibles pour être regardés comme des défenseurs, & assez forts pour profiter de leur puissance éphémère, en s'enrichissant secrètement des dépouilles publiques qui sont le fruit des contributions de chaque individu. Il faut aux hommes un frein puissant pour contenir l'effor des passions funestes à la tranquillité & à la sûreté de leurs semblables. La loi est un mot vuide de sens, devant ces passions qui font taire toutes les loix divines & humaines. Il faut un organe à cette loi & cet organe doit être analogue à l'objet qui est proposé par la loi.

L'insuffisance des organes de la loi qu'on a substitués en France à l'autorité Royale, est assez évidente pour qu'il soit inutile de la décrire. Objectera-t-on que les ennemis de la constitution selon le dire des auteurs de cette constitution, sont exposés par leur faute à toutes les avanies, persécutions, déprédations, injures, assassinats, incendies, qu'ils éprouvent. Je répondrai ou que ces ennemis sont en trop grand nombre pour que les magistrats puissent les réprimer, & qu'il faille autoriser la guerre qui s'exerce arbitrairement & cruellement contre eux, & qu'alors il est absurde d'alleguer la jouissance de la liberté & les bienfaits d'une constitution qui ne sont que pour une partie d'une Nation précisément assez nombreuse pour opprimer l'autre, sans l'être assez pour pouvoir prétendre à former la Nation à elle toute seule. Ou que les loix sont insuffisantes, & surtout les magistrats

trop foibles; pour pouvoir punir légalement des hommes qu'on punit arbitrairement comme coupables, sur le simple soupçon excité souvent par des délations qui servent d'armes à la vengeance.

Tout Etat dans lequel on peut infliger des châtimens arbitraires, & où les magistrats sont obligés de conniver ou céder aux passions étrangères, pour favoriser les excès de ce genre, est un Etat où la liberté de chaque individu est exposée à chaque instant. Telle est aujourd'hui la situation de la France, que personne de quelque rang, qualité, âge & sexe qu'il soit, ne peut être assuré ni de sa liberté, ni de sa propriété, ni de sa vie, pour un tems fort court quelque soit sa conduite & à quelques opinions qu'il adhère. Tel est l'effet naturel des factions qui déchirent un Etat, qui y dominent tour à tour & qui, dans leurs luttes immolent alternativement des victimes à leur fureur. Qui est-ce qui peut se dissimuler que la France soit aujourd'hui divisée en factions, qui deviendront de jour en jour plus violentes & seront excitées de plus en plus par des causes étrangères autant que par des causes intérieures? Or partout où il règne des factions, il n'y a ni liberté, ni sûreté. La plus forte peut trembler de cesser de l'être. Le tour des malheurs qui menacent ses membres, ne peut être que différé, & si elle parvenoit à dominer, il est de la nature des factions de se décomposer d'elles-mêmes en nouvelles factions. Si les factions sont évi-

dem.

demment contraires à la liberté & à la sûreté, non seulement civile mais même politique, n'est-il pas de l'intérêt de la Nation Françoisse d'avoir recours au seul & unique moyen de détruire à la fois toutes les factions? Ce moyen consiste dans l'autorité Royale, parce qu'un Roi est le seul homme d'un Etat qui ne puisse entrer dans aucune faction & qui en soit l'ennemi né, puisque toute faction tend à envahir l'autorité publique qui, dans une monarchie bien organisée étant confiée à un monarque héréditaire, ne peut plus exciter des prétentions sans cesse alimentées dans les républiques, & dans les Etats où l'autorité souveraine, est distribuée arbitrairement par le caprice, qu'on a appelé récemment la volonté générale d'une nation.

On a avancé nouvellement d'étranges maximes sur la liberté, afin de servir les desseins secrets des ambitieux qui vouloient parvenir à la faire haïr en la faisant dégénérer en licence, pour causer le bouleversement des gouvernemens qu'ils se propo-
soient de remplacer par d'autres dont ils pussent devenir les Chefs. Mais la liberté des hommes en société (& ils n'en jouiroient pas s'ils vouloient vivre chacun isolement) ne peut être considérée que sous deux rapports principaux, sous celui d'une Nation à l'égard des autres Nations & sous celui d'une Nation avec ceux qui la gouvernent. Sous le premier rapport la liberté est indéfinie & elle constitue l'indépendance d'une nation. Sous le second rapport la liberté est définie & elle con-

stitue la liberté politique. Une nation qui seroit privée de la liberté politique seroit sous un joug arbitraire; celle qui voudroit être dans une indépendance absolue seroit livrée à la licence & à l'anarchie & n'auroit qu'une existence violente & éphémère. On a singulièrement confondu en France l'effet de la révolution Américaine, en disant que les Américains lui devoient leur liberté. On auroit du dire que l'effet de cette révolution avoit été leur indépendance extérieure. Mais au dedans ils n'ont acquis aucune liberté particulière. La liberté politique est peut-être plus circonscrite aujourd'hui parmi les Américains, qu'elle ne l'étoit sous leur ancien régime. Le nouveau est certainement plus rigoureux & plus concentré (b); mais la liberté civile y a gagné. Le dernier exemple que les Américains ont donné, en formant un seul gouvernement collectif, au lieu d'une confédération lâche de plusieurs petits Etats discordans, auroit du être médité par les François.

PROPRIÉTÉ. Après la liberté, ce qui intéresse le plus les hommes dans l'état civil, est la sûreté des propriétés. Cette sûreté est compromise de deux manières dans un gouvernement vicieux: par les loix qui sont dirigées directement contre elles, & par la mauvaise organization des Tribunaux chargés du soin de les protéger. Les loix seront toujours dirigées directement contre les propriétés, dans un Etat républicain où les

(b) Voyez les notes,

formes démocratiques domineront, c'est à dire où la classe la plus nombreuse qui est nécessairement privée de toutes propriétés, ou qui n'en a que de très petites, a la plus grande part à la confection des loix (c). Les Tribunaux seront sans autorité dans un Etat ainsi organisé, parce que les Juges qui y seront élus par la multitude, seront choisis ou parmi les hommes de la classe la plus commune, ou parmi ceux d'une classe supérieure qui seront les séducteurs de cette multitude. Je ne prétends point établir la distinction entre la classe commune & la classe supérieure sur la naissance; mais sur la réunion avec l'éducation & la richesse, qui doivent nécessairement rendre les hommes plus susceptibles de considération, que ceux que le défaut d'éducation ou d'aisance entraînent à des habitudes qui les exposent à être en quelque sorte méprisés par le commun des hommes. Il faudroit supposer une grande vertu à tout un peuple chez lequel les magistrats n'auroient besoin que de l'autorité de la loi pour s'attirer le respect de la multitude. La philosophie peut concevoir cette chimere, mais les faits sont positivement contraires à cette supposition.

On ne peut nier que la Nation Française ne soit parvenue à un degré très avancé de corruption. Ceux qui ont entrepris d'établir un nouvel ordre de choses convenable à leurs vues ambitieuses, n'ont pas tenté de combattre cette vérité; ils

(c) Voyez les notes.

se sont réduits à en imputer toutes les causes à l'ancien gouvernement. Loin de justifier entièrement ce gouvernement sur ce point, je conviens qu'il a contribué à cette corruption même par les moyens qu'il croyoit favorables à la prospérité de la Nation. C'est une suite des erreurs qu'il a partagées avec elle, enforte qu'il a été autant corrompu par la Nation, qu'il a contribué à la corrompre elle-même. C'est pour avoir fait dépendre la prospérité de l'Etat & le bonheur des individus, des richesses plutôt que des mœurs, que l'Etat & la Nation se sont corrompus & que l'honneur a cessé d'être le mobile dominant chez la Nation qui avoit été la plus distinguée par ce sentiment qui, même lorsqu'il n'est pas lui-même la vertu, y supplée, si dans sa pureté elle ne touche pas assez fortement les hommes pour les entraîner.

Un effet inévitable de la poursuite des richesses, est d'éteindre tout sentiment honnête, & par conséquent de faire méconnoître le plus sublime de tous l'amour de la patrie. Il n'y a ni patrie, ni parens, ni amis, ni magistrats, ni chefs, ni Roi, ni Dieu même, pour des hommes qui fondent leur bonheur sur la possession de la richesse, ou du signe qui la représente. L'argent tient lieu de tout & l'on sacrifie tout à l'argent, quand on est animé de la soif de le posséder. C'est la crainte de le perdre dans les uns, l'avidité d'en acquérir dans les autres qui a causé le bouleversement du Royaume, comme l'amour du Roi pour son

peuple a causé la révolution dans le gouvernement qu'il avoit trouvé établi à son avènement au trône. Il convient aux factieux qui ont bouleversé l'Etat de fixer l'époque de la révolution, au moment où ils sont parvenus à envahir le gouvernement pour le détruire, & en composer un conforme à leurs vues, tandis que la révolution étoit déterminée par le fait même de la convocation de la Nation qui est le bienfait du Roi. ... Ainsi la révolution en ce qu'elle auroit pu assurer le bonheur de la Nation est due au Roi. Le bouleversement de l'Etat en ce qu'il a déjà causé tant de maux & qu'il menace la Nation entière de sa ruine, ou au moins d'une longue succession de malheurs, est dû aux ambitieux qui ont égaré la Nation.

En admettant qu'il soit essentiel au bonheur de posséder des richesses & en s'accommodant sur ce point à l'esprit du siècle, on ne peut disconvenir que pour jouir de ces richesses, il faut que la possession en soit garantie lorsqu'on les a acquises. Nous comprenons deux espèces de richesses qui ont également besoin d'être assurées pour devenir un gage du bonheur qu'on y attache; savoir les richesses foncières & les richesses mobilières. Ceux qui les recherchent n'ont pas moins d'intérêt que ceux qui les ont déjà acquises, à l'établissement d'une autorité tutélaire qui puisse les protéger en même tems qu'il garantit la liberté de leurs personnes. Il n'y a que des brigands qui puissent aspirer à acquérir une propriété pour la

dissiper aussi-tôt. On ne prétendra pas sans doute qu'il puisse exister une Nation de brigands, à moins qu'elle ne puisse exister en exerçant son brigandage sur d'autres Nations. Alors même elle auroit encore besoin d'une autorité tutélaire qui assurât aux individus la jouissance de leur part dans le butin. Mais si cette autorité n'existe pas, il doit se commettre dans cette nation même un exercice continuel de brigandage, dans lequel les hommes seront successivement & alternativement investis & dépouillés de leurs propriétés.

L'autorité propre à garantir efficacement la liberté & la propriété des Citoyens d'un Etat, doit être d'autant plus forte, que le désir de la domination & la cupidité y sont plus répandus. La France est incontestablement aujourd'hui dans cette situation. L'ambition & le désir des richesses a gagné presque la totalité de la Nation, en sorte que le nombre immense de magistratures & d'emplois publics & les dépouilles les plus considérables que jamais Nation se soit appropriées sont devenues insuffisantes pour satisfaire en France à ces deux insatiables passions l'ambition & la cupidité. C'est dans de pareilles circonstances qu'on a totalement désorganisé la force publique nécessaire pour pouvoir réprimer tous les efforts de la violence particulière qu'on a en quelque sorte encouragée, par une licence qu'on a excitée généralement sous le nom sans cesse profané de la liberté. Quelque tentative qu'on fasse pour suppléer à l'ab-

sence de ce pouvoir, elle sera toujours vaine, si ce pouvoir n'est pas extrêmement concentré pour être très actif, très énergique, & très efficace. Il doit nécessairement pour avoir toutes ces qualités, être placé dans une seule main. La nécessité d'une grande autorité pour garantir la liberté & les propriétés en France, indique la nécessité d'un Monarque investi de cette autorité, qui n'existera jamais ailleurs dans un Etat aussi grand & aussi peuplé que la France.

La sûreté des personnes est inséparable de celle des propriétés. Si les propriétés ne sont pas assurées, la liberté sera toujours en danger, parceque pour parvenir à attaquer les propriétés, il faut nécessairement attenter à la liberté des personnes qui les possèdent. Il est donc absurde de prétendre à regarder comme libre, une nation où les propriétés sont toujours incertaines. Or elles sont nécessairement incertaines, lorsque les loix qui doivent les garantir sont faites par ceux qui n'en ont point, c'est à dire par la multitude. Il est donc impossible qu'un Etat où la multitude a la plus grande part à la législation, c'est à dire qu'un Etat démocratique constitue un gouvernement libre. La démocratie ne peut donc pas convenir à la France & il est de l'intérêt de la France si ses Citoyens veulent être libres, & assurés de leurs propriétés d'avoir une constitution monarchique.

CONTRIBUTIONS PUBLIQUES. Les contributions publiques sont nécessaires pour assurer

les moïens d'entretenir la force publique qui réside dans l'ensemble du gouvernement d'un Etat, qui doit présider à sa défense & diriger l'Administration générale. Ces contributions doivent être pompées d'une manière insensible & la plus égale qu'il est possible, sur toute la masse des propriétés, afin de produire un fonds suffisant aux besoins du gouvernement. Ces besoins sont toujours en raison des objets auxquels ils doivent pourvoir. Ces objets sont immenses dans un Etat tel que la France, & si les moyens d'y pourvoir venoient à manquer, le gouvernement ne sauroit subsister. La défense & l'administration de l'Etat seroient nulles ou insuffisantes, & l'Etat seroit lui-même menacé de périr. L'intérêt de la France est donc que les contributions publiques soient parfaitement assurées & proportionnées aux besoins du Gouvernement. Mais si les contributions ne peuvent être bien assurées que par le moyen d'une grande autorité, qui ne peut exister que dans un Monarque, & si les dépenses auxquelles il convient de pourvoir par des contributions publiques sont plus considérables, dans un Gouvernement républicain adapté à un Etat tel que la France, que dans un gouvernement Monarchique, on reconnoitra que sous le rapport important des contributions publiques il est de l'intérêt de la France d'avoir une constitution Monarchique.

Si l'intérêt personnel est généralement dans les hommes plus actif que l'intérêt public, on doit

s'attendre que lorsqu'ils auront la faculté de satisfaire leur intérêt personnel aux dépens de l'intérêt public, ils en fassent généralement usage. Cet effet aura inévitablement lieu dans un Etat où les magistrats préposés à la perception des contributions publiques, ne seront responsables qu'à des hommes qui auront constamment une influence décidée sur les magistrats qu'ils peuvent créer & destituer à leur gré, & qu'ils tirent de la classe de leurs égaux. Si ces magistrats après avoir été créés par la multitude en devenoient indépendans, ils acquerreroient une autorité personnelle, qui dégénéreroit bientôt dans un pouvoir arbitraire, qui donneroit lieu à tous les genres de vexations auxquels les hommes sont portés, non point parcequ'ils sont les agens de tel ou tel gouvernement, mais parcequ'ils sont excités à la cupidité aussi naturelle à l'homme par la seule raison qu'il est homme, qu'il est sujet à la faim & à la soif. Le défaut de responsabilité rend inévitablement les hommes sujets à rendre leur pouvoir arbitraire ou vexatoire. La dépendance des hommes, de ceux dont ils tiennent un pouvoir précaire & éphémère, rend leur pouvoir nul & inefficace, lorsqu'il doit s'exercer contre ces derniers qui sont véritablement les maîtres des autres. C'est le défaut ou l'insuffisance de responsabilité, qui avoit donné lieu sous l'ancien gouvernement, depuis sa dégénération à toutes les vexations dans l'affiette, la répartition & la perception des con-

tributions publiques. Mais cet inconvénient loin de tenir à l'essence de la constitution monarchique telle qu'elle existoit en France, avant qu'elle fût dégénérée au point qu'on avoit fini par croire que la France n'avoit jamais eu de constitution, étoit au nombre des abus dont le Roi avoit provoqué la suppression. Mais si jamais on parvenoit à écarter la responsabilité sous la forme démocratique qui a été établie relativement à l'administration des Finances de la France, les vexations qui en résulteroient seroient infiniment plus facheuses que celles qui ont été connues ou exercées précédemment. Qu'on ne se livre point à la sécurité sur cet objet d'après les précautions indiquées par les nouvelles loix. Les François n'ont pas encore éprouvé toute la force des associations ou plutôt des ligues que les hommes sont capables de former contre l'intérêt public pour satisfaire leur intérêt particulier. L'intrigue dans laquelle la nation Française a fait de si grands & de si rapides progrès; acquerreroit chaque jour plus de moyens d'enlacer le peuple; si son gouvernement actuel pouvoit subsister, il se formeroit des associations pour recueillir tous les bénéfices du nouveau gouvernement, avec beaucoup plus de facilité qu'elles n'en ont eu à s'établir pour renverser l'ancien de fond en comble, & d'élever sur ses ruines celui qui convenoit aux vues ambitieuses des hommes qui ont formé ces associations. Ces hommes ambitieux & avides, qui déguisent leurs desseins secrets,

par les protestations les plus outrées de leur dévouement au bien public & au bonheur du peuple qu'ils séduisent, feront assez adroits pour parvenir à leur but de s'enrichir des dépouilles publiques, en paroissant contribuer au soulagement de la majorité des individus assez pauvres pour qu'il ne pût y avoir aucun profit à les taxer directement, comme si la privation du travail n'étoit pas la plus forte taxe qu'on puisse imposer au peuple. Mais en s'enrichissant ainsi aux dépens des propriétaires, ils dessècheront en même tems toutes les sources de l'industrie, qui est elle-même la grande source des contributions publiques. Il est donc nécessaire pour assurer le produit de ces contributions, qu'il existe une autorité qui veille à la défense des propriétés & qui protège efficacement l'industrie générale, contre les attaques sourdes ou ouvertes des agens du gouvernement. Cette autorité ne sauroit exister dans une Assemblée qui seroit elle-même composée en grande partie, & peut être en totalité, de membres de ces associations dirigées contre le bien public, sous le titre d'AMIS, & qui seroit alors principalement le centre d'une grande faction dominante dans l'Etat, où elle auroit absorbé tous les pouvoirs. Les fonctions propres à une Assemblée des représentans d'une Nation, outre la confection des loix, consistent essentiellement dans la surveillance des opérations du Gouvernement; mais si ces opérations & la surveillance appartiennent aux mêmes personnes, alors il

n'y a plus de frein aux plus grands abus. L'autorité nécessaire pour parer à de tels inconvéniens, qui exposeroient les contributions publiques à être ou insuffisantes, ou insupportables par leur poids, ne sauroit être efficace que dans les mains d'un Monarque. Ainsi pour s'assurer que les contributions publiques ne puissent pas excéder la proportion des besoins du gouvernement, ainsi que pour qu'elles soient également perçues, il est de l'intérêt de la France d'avoir une constitution Monarchique.

Lorsque la forme d'un gouvernement est telle qu'il garantisse parfaitement à tous les Citoyens également, la sûreté de leurs personnes & celle de leurs biens, & qu'il assure en même tems la fortune publique, qui consiste dans le produit des contributions, on ne sauroit hésiter à la préférer à toute autre, sans avoir égard à la différence de la dépense que pourroit exiger ce genre de gouvernement plutôt qu'un autre. Mais si, à ces autres avantages, le gouvernement monarchique réunit celui d'être essentiellement moins dispendieux, ce sera certainement un puissant motif de le préférer, & l'on devra convenir que l'intérêt d'une nation exigera que sous ce rapport il soit celui par lequel elle fera régie.

ECONOMIE PUBLIQUE. L'objet d'une bonne économie dans un gouvernement bien réglé, doit être de ne faire que les dépenses nécessaires

ou très utiles à l'Etat. Les premières dépenses sont celles qui se font pour la perception même des revenus publics. Un système d'impositions publiques bien combiné, embrassera en même tems les moyens les moins onéreux aux contribuables en établissant l'impôt sur les objets les plus susceptibles de le supporter d'une manière insensible, les mesures les moins susceptibles de vexations particulières, & les voies les moins dispendieuses dans la perception. Toutes choses égales d'ailleurs, plus le gouvernement sera simple dans son organization, moins il y aura d'agens employés à la perception des impôts. Ce n'est point à la nature de l'ancien gouvernement François qu'il faut attribuer la multiplicité des agens fiscaux, mais à la nature compliquée des impôts. Cette complication tenoit elle-même à la variété des privilèges des différentes parties du Royaume. La simplification & la rectification des impôts, ainsi que l'abolition des privilèges tant des provinces que de quelques cantons ou villes & de ceux de certains ordres ou classes de citoyens, ne pouvoient être effectués que par un accord commun. Cette entreprise étoit au-dessus des forces du gouvernement, ainsi qu'elle auroit été entièrement contraire aux droits de tous les privilégiés de quelque dénomination qu'ils fussent. Le moindre des actes qui ont été exécutés par les représentans de la Nation qui a seule le droit & le pouvoir de régler tout ce qui est du ressort de l'impôt, eût

été regardé comme un acte odieux de Tyrannie de la part de l'ancien gouvernement. Le Roi le plus absolu & le plus puissant, n'eût jamais pu parvenir à la suppression de tous les privilèges & à l'établissement d'un système parfaitement uniforme dans le régime de l'impôt.

Mais s'il appartient à la Nation de régler tout ce qui regarde la législation de l'impôt & de juger de l'emploi que fait le gouvernement du produit de l'impôt, il convient aux intérêts de la Nation que les dépenses que sa perception exigent, soient réduites au plus strict nécessaire. Il est préférable d'employer à cette partie de l'administration le moins d'agens possibles : premièrement par motif d'économie, en second lieu parce que ces agens sont détournés de la masse des Citoyens dont l'industrie tourne au profit public, tandis que les agens du fisc font partie des classes stériles ou parasites de la Nation. Le choix des agens du fisc doit dépendre de l'autorité qui fait exécuter les loix relatives à l'impôt. Mais on remédie à l'inconvénient des abus qui peuvent être commis par ces agens, en les soumettant à la responsabilité devant des Tribunaux, où ils peuvent être traduits par les surveillans établis par le même pouvoir qui établit les loix de l'impôt. Tous les agens du gouvernement chargés de l'exécution des loix, doivent être soutenus d'une puissante autorité; tant qu'ils se contiennent dans l'exercice des fonctions déterminées par la loi. Si leur appui

dépendoit de ceux qu'ils doivent contraindre, (car il faut bien employer ce mot pour exprimer l'action nécessaire à la perception de l'impôt qui ne fera jamais l'effet du consentement volontaire de la part des individus) ces agens n'auroient jamais une force suffisante pour effectuer leur perception. La grande force dont ils sont investis, peut seule dispenser d'en multiplier le nombre, & opérer l'économie qui résulte de l'emploi du moindre nombre possible de ces agens. Pour qu'ils puissent être réduits à ce moindre nombre, ils doivent donc tirer leur force de la source, ou si l'on veut du réservoir, (d) de l'autorité la plus énergique. L'autorité d'un Monarque sera certainement à cet égard beaucoup plus grande & plus active que celle d'un corps, qui ne pourroit pas être le corps législatif, puisqu'il ne peut pas convenir à l'intérêt de l'Etat que le corps législatif exerce le pouvoir exécutif. Les dépenses qu'occasionne la perception de l'impôt, seront donc moindres sous le gouvernement Monarchique que sous le gouvernement républicain, qui entraîne nécessairement une plus grande multiplicité d'Agens, qui ont de plus une plus grande facilité d'échapper à la responsabilité, parce que le corps même dont leur force émaneroit, y feroit moins soumis que l'agent en chef d'un Monarque. Celui-ci feroit obligé par la constitution du gouvernement de distribuer l'exercice de son pouvoir à autant d'agens en chef,

(d) Voyez les notes.

désignés par le titre de Ministres, qu'il y auroit de parties distinctes dans le Gouvernement, afin de présenter sur chacune de ces parties un point fixe de responsabilité, lequel ne peut être bien déterminé que sur un individu & qui ne peut être saisi dans un corps.

L'emploi des contributions publiques, ou du produit de l'impôt qui est versé dans le trésor public ou fisc, se subdivise en autant de branches qu'il y en a dans le gouvernement aux besoins duquel le fisc doit pourvoir. Les branches principales sont subdivisées elles mêmes en des branches moins considérables. Les dépenses suivent partout les ramifications du gouvernement. En examinant les principales branches du gouvernement, telles qu'elles pourroient être établies en France pour remplir tous les objets qui sont du ressort du gouvernement; on arriveroit à la comparaison des branches dont se compose le gouvernement monarchique & celles dont devroit être composé un gouvernement républicain qui embrasseroit toute la France; car je ne puis pas supposer qu'on prétende pouvoir soutenir l'idée d'un démembrement qui entraîneroit sa ruine, ainsi que je le démontrerai ensuite. La comparaison du résultat total de toutes les dépenses d'un genre de gouvernement avec le résultat total des dépenses qu'exigeroit l'autre, est le seul moyen de juger lequel des deux doit le mieux convenir à la France sous le rapport de l'économie publique.

La

La grande objection qu'on fait au gouvernement Monarchique relativement à la dépense publique, porte sur celle d'un Roi qui absorbe à lui seul une partie considérable du revenu public. On a adopté en France récemment une expression très impropre pour désigner cette dépense, en empruntant d'un Etat voisin une dénomination, qui dans cet Etat s'applique à un objet fort différent de celui auquel on l'a appliqué en France.

La dépense publique en Angleterre est déterminée d'après les principes qui ont été connus en France autrefois & qui étoient communs à presque tous les pays de l'Europe lorsque les Nations en corps participoient au Gouvernement. Le Prince avoit sa part dans la propriété publique à de certaines conditions. Il étoit chargé spécialement de toutes les dépenses de l'administration générale de la Justice. Les Ambassades étoient de son ressort; il pourvoioit à leur traitement, les peuples étoient chargés de loger, nourrir, & transporter les Ambassadeurs du Prince. Les Ministres & ses Conseillers, ses Lieutenants ou Commissaires, étoient à sa charge & enfin sa dépense personnelle & celle de sa famille le regardoient personnellement. Tous ces objets composoient la dépense civile & fixe de l'Etat qui étoit absolument distincte des dépenses extraordinaires occasionnées dans l'origine des Gouvernements modernes de l'Europe presque uniquement par les guerres

étrangeres. Dans ces occasions le Prince convoquoit la Nation pour pourvoir aux dépenses de la guerre. Pendant longtems ces dépenses ne nécessiterent point une levée d'impôts très sensible, parce que les peuples étoient assujettis à un service personnel à la guerre, que les sujets de l'Etat étoient obligés de faire sans rétribution ou salaire. Cette charge étoit alors très inégalement répartie, & il seroit aisé de démontrer qu'elle étoit réellement plus onéreuse & moins juste, qu'une contribution pécuniaire de tous les membres de l'Etat en raison de leurs facultés pour pourvoir à la défense commune. Insensiblement l'usage du service personnel fut aboli & remplacé par celui d'une contribution pour les dépenses de la guerre. Les impôts qui furent établis pour cet objet y furent affectés spécialement. Ces impôts ne pouvoient être établis que par les contribuables. Le Prince leur en faisoit la demande & leur en expliquoit les motifs. L'emploi ne pouvoit en être arbitraire non plus que l'assiette & le mode de perception. Toutes les loix à cet égard étoient faites par ceux qui accorderoient. Ils conservoient le droit d'en surveiller l'exécution. Ceux à qui elle étoit confiée sous l'autorité du Prince, & quelquefois immédiatement sous celle de la Nation, étoient responsables à la Nation. Il étoit de toute justice que ceux qui accorderoient des secours, en connussent parfaitement l'objet & pussent en surveiller l'emploi. Il falloit donc que les dépenses pour

les quelles les secours étoient accordés fussent bien distinctes. C'est par une suite d'abus qu'on étoit parvenu à les confondre toutes, en confondant toutes les recettes, au lieu de distinguer les différentes caisses du trésor public. Cet abus s'étendit en France jusqu'à verser tous les revenus de l'Etat & ceux du Roi dans le trésor Royal. Les revenus domaniaux se confondirent avec les revenus publics.

Les revenus domaniaux avoient néanmoins un objet entièrement distinct de ceux qui provenoient des impôts généraux. Cet objet constituoit la dépense civile de l'Etat, dont toutes les branches portées sous le même titre composoient une liste particulière. Ce sont ces différentes branches qui composent en Angleterre la liste civile, dont on a donné en France la dénomination à une seule branche.

La totalité des dépenses publiques d'un Etat peut aujourd'hui être comprise sous trois titres différents. Sous le premier seroit comprise la liste civile. Sous le second la défense de l'Etat, ce qui comprend les troupes de terre & de mer, les fortifications, la marine, les arsenaux & les ports. Sous le troisieme seroit la dette publique pour les Etats qui ont le malheur d'en être chargés.

Cette division convient à tous les Etats quelque soit la forme du Gouvernement. Il ne s'agit plus que de classer convenablement les dépenses civiles. Quelque soit la forme du Gouvernement

il doit avoir un ou plusieurs Chefs. Lorsqu'il n'en a qu'un le Gouvernement s'appelle monarchique, lorsqu'il en a plusieurs il s'appelle républicain. Un Monarque est-il plus cher à entretenir que des Poliarques? Voilà la question relativement à l'économie en écartant toute autre considération.

Si le Monarque ou les Poliarques peuvent disposer arbitrairement des revenus publics, la déprédation sera inévitable quelques soient les apparences dans la représentation extérieure. L'objet essentiel est de mettre des empêchemens à cette disposition arbitraire. Or il est beaucoup plus difficile d'en mettre qui soient vraiment efficaces à la déprédation des poliarques qu'à celle d'un monarque, à moins de limiter tellement le pouvoir des poliarques, qu'il soit en quelque sorte nul, auquel cas il ne répondroit pas à l'objet de l'institution du gouvernement, qui est d'assurer l'exécution des loix, qui seront toujours impuissantes par elles-mêmes, tant qu'il n'y aura pas des hommes revêtus d'une grande autorité chargés de cette exécution.

Un monarque a sans contredit l'autorité la plus grande qu'on puisse accorder pour la direction du Gouvernement. Cette autorité étant au-dessus de toute autre autorité particulière, est sous ce rapport souveraine. La souveraineté peut résider dans la personne d'un monarque sans être absolue, encore moins arbitraire. Elle doit être

définie par de bonnes loix, qui fixent ses limites; au dedans des quelles elle doit pouvoir exercer toute son énergie. Ces limites qu'il faudroit également poser à l'autorité Souveraine poliarchique, seroient beaucoup plus aisées à franchir par des poliarques que par un monarque. La tentation en seroit du moins beaucoup plus grande. Le Sénat de Suède avant le rétablissement de l'autorité monarchique en offre une preuve sensible.

Le moyen le plus simple de remédier aux inconvéniens de la trop grande dépense du Souverain dépositaire de l'autorité publique, est de lui attribuer un revenu fixe duquel seul il ait la libre disposition. Il importe par conséquent de distinguer entièrement le revenu du Prince de celui de l'Etat. Le Gouvernement François étoit établi sur ce principe dès son origine. Il ne s'agiroit donc que de ramener les choses à ce principe. Alors le domaine du Roi seroit entièrement séparé du domaine public. Mais il est contre les principes du gouvernement François & contre les droits d'une famille, qui a volontairement réuni son patrimoine au domaine de la Couronne & à celui de l'Etat, de priver cette famille de ses biens patrimoniaux pour la réduire à un salaire arbitraire.

Le domaine du Roi comme Roi, étoit composé de certains droits dits domaniaux, dont il jouissoit pour pourvoir à de certaines dépenses de l'administration qui composent véritablement la

liste civile. Il avoit en outre des Domaines propres pour pourvoir à sa dépense personnelle. Il obtenoit dans des cas extraordinaires des dons particuliers de la Nation. En reportant tout à la masse commune, il est juste de distinguer des biens domaniaux, ceux qui sont propres à la famille régnante, de ceux qui lui ont été attribués comme inhérents à la Couronne. Ces derniers peuvent être distraits de la masse, pour être affectés spécialement aux dépenses auxquelles ils étoient destinés. Ils peuvent après cette distraction être convertis en droits d'une autre nature selon l'intérêt véritable de l'Etat. Mais les Domaines propres doivent retourner à la famille à laquelle ils sont propres. Si le Roi rentroit ainsi dans les biens qui lui sont propres & dont l'aliénation est nulle en vertu des loix, il auroit un revenu suffisant pour le soutien de sa dignité qu'il est de l'intérêt de la Nation de reléver, afin de donner à l'autorité royale essentielle à l'exécution des loix, le poids que donne le respect que les hommes sont toujours portés à rendre à la dignité des places.

Le respect est essentiel à l'autorité, parce que sans lui elle n'auroit que l'alternative de n'agir que par la voie de la crainte ou de tomber dans la nullité. Mais puisque le respect tire en grande partie sa force de la dignité des places, il convient que le Chef ou les Chefs d'une grande Nation soient revêtus d'une grande dignité, afin de dimi-

nuer d'autant la nécessité d'employer la crainte, qui d'ailleurs ne convient pas à des hommes vraiment libres. La dépense relative à la dignité du gouvernement, est donc indiquée par l'intérêt même de la nation soumise à ce gouvernement. Il fera toujours plus économique de donner une grande dignité à un Monarque qu'à des Poliarques, sans compter l'inconvénient d'irriter l'ambition & l'orgueil d'hommes constitués temporairement dans une dignité dont la conservation douteuse leur feroit entreprendre toutes sortes de mesures contraires au repos & à la prospérité de l'Etat, tandis qu'un Monarque tranquille sur la possession & la jouissance de sa dignité, n'auroit aucun motif de s'agiter pour sa conservation garantie par les loix.

Le danger d'un grand revenu affecté au soutien de la dignité & aux jouissances personnelles d'un Monarque en France, ne feroit plus le même qu'on a éprouvé, si ce revenu étoit déterminé. Ce n'est point la grandeur, mais le défaut de limitation du revenu, qui a occasionné les excès dans les dépenses royales. Ces dépenses sagement dirigées, sont utiles à l'Etat & l'on peut dire qu'à raison de leur utilité elles sont devenues nécessaires.

L'industrie Françoisse s'exerce en grande partie sur des objets de luxe, qu'il est utile d'entretenir à un certain point dans une grande nation, où une multitude d'hommes vivent du produit de leur travail. C'est par le luxe qui consiste dans

la multiplication des jouissances de l'homme, que les pauvres pompent imperceptiblement la richesse qui se répand par autant de filières, qu'on ouvre de sources de jouissances aux riches. Ces jouissances ne sont souvent désirées que par imitation. La Nation Françoisse se faisant imiter à cet égard par les autres Nations, a besoin elle-même d'avoir un objet d'imitation dans son sein. Le Royaume trouve cet objet dans la capitale, qui doit désirer elle-même d'avoir un objet d'incitation. Il doit exister par cette raison un centre, d'où parte l'imitation du genre de luxe favorable à l'industrie générale, & qui serve de moteur au luxe des riches & des étrangers, qui contribuent également par la multiplicité de leurs dépenses à la subsistance des pauvres, qui ne peuvent vivre que du produit de leur travail. Les avances que feroit une Nation à un Roi, dont la dépense de représentation feroit bien dirigée, contribuent donc essentiellement à animer l'industrie de toute la Nation &, en servant à en féconder la source, qui est le travail, entrent sous ce rapport dans l'économie publique qu'il faut bien distinguer de l'épargne, qui souvent attaque directement la véritable économie. La Nation Françoisse est donc intéressée particulièrement à la forme du Gouvernement monarchique sous le rapport de l'économie dans la dépense relative au soutien de la dignité de l'autorité & de la représentation du Gouvernement, plus dispendieux sous des Poliarques que sous un Monarque.

Pour faire la comparaison de la totalité de la dépense du Gouvernement Monarchique & de celle du gouvernement républicain, il faudroit placer en tête celle qui seroit personnelle au Monarque, & celle des Poliarques, ensuite calculer la différence du nombre des agens du Monarque & celle du nombre des agens des Poliarques. Ceux-ci devant être nécessairement plus multipliés, en raison d'une moindre force de l'autorité souveraine dont ils seroient revêtus. Enfin, & il ne faut pas se le dissimuler, il faudroit comprendre dans la dépense du gouvernement poliarchique, les suppôts de l'ambition des poliarques, qui leur seroient nécessaires & qui deviendroient autant de sangsues, ainsi que l'expérience de tous les siècles le prouve, tandis que les sangsues produites par les Cours, ne sont rien moins que nécessaires à un Monarque, dont les courtisans n'obtiennent rien que par sur-prise & contre l'intérêt véritable du Monarque.

Que le gouvernement soit monarchique ou poliarchique en France, les branches de la dépense publique ne peuvent point varier. Il faudra qu'elle se distribue selon les différens départemens de l'Administration générale, qui doit être la même soit que l'autorité souveraine établie pour y veiller & la diriger fût confiée à un ou à plusieurs. Ce n'est donc point isolément mais dans son ensemble, qu'il convient de considérer l'influence du gouvernement Monarchique ou répu-

blicain sur l'économie publique d'un Etat, & surtout d'un aussi grand Etat que la France.

AGRICULTURE ET INDUSTRIE. Plus le nombre de citoyens qui contribuent à la formation des revenus publics, sera considérable, moins la quotité de chacun sera onéreuse. Les dépenses publiques restant à peu près les mêmes, la différence des charges devient d'autant plus sensible aux individus que leur nombre est plus ou moins considérable. Il s'en suit que l'intérêt général exige que le nombre des citoyens, que les contributions atteignent tous directement ou indirectement, soit non seulement le plus considérable possible, mais encore que chacun d'eux ait le plus de facilité possible d'acquiescer une aisance qui rende leur contribution encore moins sensible en raison de la faculté de l'acquiescer.

Si l'agriculture & l'industrie sont les deux sources de la population d'un Etat & des richesses, dont une bonne répartition contribue essentiellement à l'aisance de ses habitans, il est intéressant de considérer si le gouvernement Monarchique ne fera pas le plus favorable en France à la prospérité de l'agriculture & de l'industrie.

Les produits de la terre sous toutes les formes dont ils sont susceptibles, n'acquiescent de valeur que par le travail des hommes, qui empruntent le secours des animaux & des machines. Les hom-

mes obtiennent d'autant plus de valeurs, qu'ils se livrent davantage à un travail bien dirigé. Le gouvernement qui favorisera le plus le travail & qui fera le plus en état de le bien diriger, fera le plus propre à procurer de grandes valeurs qui tourneront au profit de l'Etat & des Citoyens.

Un des grands moyens de donner de la valeur aux produits du travail des hommes, est d'en faciliter la circulation. Certes si les subdivisions de la France nécessaires pour la facilité de l'Administration économique n'étoient soumises qu'à un gouvernement général qui ne pourroit employer, que la voix des instructions & des recommandations, on ne tarderoit pas à voir s'établir la lutte de tous les intérêts locaux qui, en commençant par les plus grandes divisions du Royaume, s'étendrait jusques dans les plus petits Cantons. Tel fera toujours l'effet de l'anarchie, qui elle-même fera toujours l'effet de l'affoiblissement ou de la désorganisation du gouvernement général. C'est à cette cause principale qu'il faut attribuer une partie des anciens usages locaux qui ont existé en France, qui étoient devenus par le laps du tems des privilèges & qu'on n'auroit détruits que pour les voir bientôt remplacés par d'autres, si le Gouvernement par sa foiblesse étoit réduit à laisser impunis les efforts qui seront infailliblement dirigés par les intérêts particuliers contre l'intérêt général.

L'affoiblissement du Gouvernement tend directement à favoriser tous les empêchemens locaux qu'on met à la circulation générale. La gêne dans la circulation arrête ou restreint le débit des produits du travail. Le défaut ou la limitation du débit, arrête ou limite le travail; le défaut de travail prive des avantages dont il est la source. Ces avantages consistent principalement dans l'accroissement de la population & des richesses. La population & les richesses fruits du travail, c'est à dire de l'agriculture & de l'industrie, sont donc nécessairement soumises à l'influence d'un Gouvernement plus ou moins énergique. L'énergie dans le Gouvernement est nécessaire pour assurer la circulation, pour protéger l'industrie, pour la mieux diriger vers l'utilité générale; il est donc de l'intérêt de la France pour que l'agriculture & l'industrie y soient portées à la plus haute prospérité que son Gouvernement soit énergique & par conséquent monarchique. (c)

S'il est important pour la prospérité de l'agriculture & de l'industrie que la circulation soit parfaitement libre, assurée & efficacement protégée, ce qui ne peut s'obtenir que par le secours d'un Gouvernement énergique & par conséquent concentré, dans un Etat aussi vaste que la France, il ne l'est pas moins que les communications soient parfaitement assurées & multipliées par le moyen des routes & chemins & par la navigation inté-

(c) Voyez les notes.

rieure des rivières & des canaux. Mais si cette communication n'est point soumise à une direction générale qui embrasse tout l'ensemble du Royaume, il arrivera nécessairement que les travaux faits pour établir la communication dans l'intérieur seront subordonnés à des intérêts locaux & particuliers qui contrarieront l'intérêt général. Il faut une grande force pour résister aux efforts que tenteroit l'intérêt particulier, & une constante surveillance pour pouvoir connoître exactement les rapports des opérations partielles avec le plan convenable pour les soumettre à l'utilité générale. Cette force & cette surveillance doivent être déposées dans un centre commun, qui ne peut être ailleurs que dans le Gouvernement, qui réunit tous les moyens de la force publique, & toutes les lumières qui résultent de l'action & de la réaction constantes entre l'Administration générale & les Administrations économiques particulières. La réunion des représentans de toutes les parties d'un grand Etat, sert à rassembler les lumières nécessaires pour combiner les moyens d'accorder les intérêts particuliers avec l'intérêt général. Mais lorsque ces moyens ont été constatés & adoptés, c'est au gouvernement à en assurer l'exécution; ce gouvernement doit être un, afin de n'être pas composé de personnes qui aient elles mêmes un intérêt particulier à opposer à cette exécution. Il doit être dirigé par un Monarque, parce qu'il n'y a qu'un Monarque qui ne puisse avoir en au-

cun cas un intérêt particulier à opposer à l'intérêt général.

La prospérité de l'agriculture & de l'industrie, la sûreté de la circulation de leurs produits, la facilité des communications, tendant non seulement à alléger le fardeau des impôts qui, directement ou indirectement tombent en grande partie sur la classe des Sujets d'un Etat qu'on désigne par le peuple, ainsi qu'à augmenter & faciliter les moyens de la subsistance de cette classe; il est particulièrement de l'intérêt du peuple d'être soumis au genre de gouvernement le plus propre à assurer la prospérité de l'agriculture & de l'industrie, à alléger le poids des impôts; en ce qu'il est le moins dispendieux par son organisation, & que sa protection est plus efficace pour assurer tout ce qui tend à multiplier les valeurs sur lesquelles l'impôt est perçu, & enfin à augmenter & à faciliter les moyens de subsistance. L'intérêt particulier du peuple se réunit donc par tous ces motifs avec l'intérêt des propriétaires & avec l'intérêt général de l'Etat à ce que la France soit régie par un gouvernement Monarchique. (f)

DETTE PUBLIQUE. Si l'intérêt de la France doit faire préférer le gouvernement Monarchique par tant de causes permanentes, il en est une de circonstance qui doit faire sentir bien vivement aux François combien il

(f) Voyez les notes.

leur importe d'avoir une forme de Gouvernement qui procure les avantages que j'ai indiqués, relativement aux contributions publiques, à l'économie publique & à la prospérité de l'agriculture & de l'industrie. Cette cause de circonstance, est le fardeau énorme de la dette publique, qui s'accroît continuellement par le défaut d'un Gouvernement général énergique, dans l'absence duquel la France est aujourd'hui livrée à un pillage de détail, qui s'étend sur toutes & jusques sur les plus petites parties de l'empire, tandis que les contributions ne parviennent point au trésor de l'Etat & que les valeurs sur lesquelles ces contributions peuvent être perçues, & qui proviennent de la prospérité de l'agriculture & de l'industrie, diminuent chaque jour. Le fonds avec lequel on supplée depuis deux ans au défaut des moyens qu'on a détruits sans les remplacer par d'autres qu'il eût été facile d'adopter & de rendre efficaces, si l'on n'eût pas brisé le ressort du gouvernement n'est pas inépuisable.

C'est une grande erreur de ne pas croire que les créanciers de la France n'éprouvent pas aujourd'hui une banqueroute très sensible de la part de la Nation Française, malgré les protestations pompeuses de sa loyauté. On effuye une banqueroute, toutes les fois que le débiteur prétend acquitter sa dette avec des valeurs moindres que celles que le créancier lui a fournies. Telle est la situation réelle des créanciers de la France envers la Nation

Françoise. On a beau avoir déclaré par l'organe des loix que les assignats auront une valeur égale aux espèces d'or & d'argent. L'opinion publique ne se soumet pas par des décrets. Elle doit être gagnée par la réunion de la justice avec la sagesse. Les Créanciers de l'Etat avoient déjà perdu une partie de la valeur de leur créance par l'altération de la monnoie, puisque les espèces d'or ayant conservé la même valeur nominale, en se réduisant à une valeur intrinsèque plus foible, les créanciers remboursés avec ces espèces, n'ont obtenu qu'une valeur nominale égale aux fonds qu'ils avoient prêtés, mais intrinsèquement plus foible. La fabrication des assignats dont la valeur est purement idéale, rend bien plus sensible la différence nominale des valeurs avec lesquelles on rembourse les créanciers de l'Etat, & de celles qu'ils ont fournies. Cette différence est d'autant plus grande que les assignats sont plus dépréciés. Les Créanciers de la France éprouvent donc journellement une banqueroute de toute la valeur de la dépréciation des effets qu'ils sont forcés de prendre en paiement. Cette banqueroute dont on paroît si peu s'allarmer, se communique à tous les individus créanciers de particuliers, lesquels reçoivent de leurs débiteurs des effets dépréciés, répandus dans la circulation & que la loi oblige à accepter, quoiqu'ils ne représentent que nominale-ment les valeurs que ces créanciers ont fournies à leurs débiteurs.

On

On objecteroit vainement que les assignats peuvent être convertis immédiatement en d'autres valeurs réelles, dont ils sont les signes représentatifs, & qu'on a appelés biens nationaux, parce que la Nation se les est appropriés, par la seule déclaration qu'ils lui appartenoient. Sans entrer dans l'examen de la justice d'une loi prononcée par des hommes qui étoient juges, parties & exécuteurs, on peut encore démontrer que ces biens ne sont pas représentés exactement par la valeur nominale des signes qu'on a fabriqués pour en faciliter l'acquisition. Il auroit fallu, pour que la valeur des assignats fût une exacte représentation des biens nationaux, qu'il y eût une analogie déterminée entre les assignats & les biens nationaux, de même qu'il en existe une entre l'or & l'argent, qui fait qu'on sait exactement combien on peut obtenir d'un de ces métaux en échange de l'autre. Faute de détermination dans les valeurs relatives de deux sortes d'objets qui doivent être échangés l'un contre l'autre, l'échange est soumis à l'arbitraire & devient incertain, obscur & l'objet des spéculations de l'agiotage. L'opération des assignats donnés en paiement pour des valeurs réelles & déterminées, tandis qu'ils ne peuvent être échangés que contre des valeurs idéales & non déterminées, a soumis la France entière à l'influence de l'agiotage, & l'on a répandu ce poison qui l'a voit attaqué depuis longtems dans une seule de ses parties, jusques dans ses dernières ramifica-

tions, & il n'y a pas aujourd'hui un seul habitant du Royaume qui ne soit soumis aux effets de l'agiotage. Les biens dits nationaux, acquerront chaque jour une plus grande valeur nominale qui en impose à la multitude irréfléchie; mais leur valeur sera toujours intrinséquement la même. Le profit résultant de cette valeur nominale, sera en faveur de la nation banqueroutière. La perte sera supportée par les créanciers. Si un arpent de terre nationale a une valeur réelle de 1000 & qu'il faille onze assignats d'une valeur nominale de cent livres pour effectuer la valeur réelle de 1000 qui est celle de l'arpent national, la nation aura acquitté 1100, tandis que le créancier acquéreur forcé n'aura acquis qu'une valeur de 1000.

Cette différence que j'indique ici n'être que d'un dixième, entre la valeur du titre d'un créancier de la France & celle de l'objet que la nation lui offre en échange, est en réalité beaucoup plus considérable & doit le devenir chaque jour davantage, parce qu'elle se composera de la dépréciation rapidement progressive des assignats, & de la concurrence des acquereurs qui s'empresseront de faire des acquisitions, afin de se débarrasser d'autant plus vite de leurs assignats, qu'ils en verront diminuer sensiblement la valeur. Cette concurrence influera alors d'une part sur la dépréciation des assignats & de l'autre sur l'augmentation du prix des biens auxquels ils servent de signe de représentation. Il faudra offrir une quantité de ces

signes de représentation d'autant plus grande que leur valeur estimée sera plus éloignée de leur valeur nominale. La Nation débitrice continuera cependant à payer ses créanciers avec ces valeurs nominales, tandis que la valeur réelle des assignats ne sera jamais déterminée que par l'opinion qui ne sauroit être réglée par des décrets. La Nation Françoisaise fait donc journellement une banqueroute plus sensible, depuis qu'elle a adopté le mode de rembourser des valeurs réelles par des valeurs idéales, jusqu'à ce qu'à la fin elle se trouve dans l'impuissance d'arrêter la dépréciation totale de ces valeurs idéales dénommées assignats. C'est ainsi qu'après les plus belles protestations de loyauté, la spoliation des biens assurés à leurs possesseurs par les loix les plus sacrées, & l'envahissement des domaines patrimoniaux du Roi, n'auront servi qu'à commettre une grande injustice, sans remédier à ce mal redoutable qui a porté la terreur dans toutes les âmes & qui a excité inconsidérément tous les esprits à favoriser le renversement d'un gouvernement qui pouvoit seul en préserver la Nation, & qui est le seul par lequel elle puisse pourvoir aux moyens de remédier encore à ses funestes ravages.

Ce ne peut être que par des fonds assurés qu'un débiteur peut assurer l'acquittement exact de ses dettes. Ces fonds doivent être dans tout Etat le produit des contributions publiques. Les contributions ne seront point perçues, s'il n'y a

une grande force d'exécution, ou si, par le défaut de la prospérité de l'agriculture & de l'industrie d'une nation, les valeurs sur lesquelles les contributions publiques se perçoivent, sont insuffisantes.

Il faut donc pour assurer les fonds sur lesquels seuls les dettes à la charge de l'Etat peuvent être solidement acquittées, que le gouvernement ait assez de force pour assurer les contributions publiques & assez d'efficacité pour protéger l'agriculture & l'industrie, qui ne prospéreront jamais chez une Nation livrée à l'anarchie ou soumise à la direction d'un gouvernement trop foible. La dette publique de la France ne peut donc être exactement acquittée, qu'autant que le gouvernement de la France sera puissant & énergique; mais aucun autre gouvernement que le gouvernement monarchique ne réunira ces qualités en France. Il est donc de l'intérêt de tous ceux qui désirent que la dette publique soit exactement acquittée, & qu'on arrête les progrès rapides de la banqueroute partielle qui se fait tous les jours, que la France soit soumise à un gouvernement monarchique. Si la terreur de la banqueroute a opéré le renversement de ce gouvernement en France, le même motif mieux réfléchi doit nécessairement ramener à d'autres idées.

3. **ÉTENDUE DU TERRITOIRE.** Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les avantages qui sont attachés à telle ou telle étendue du territoire d'un

Etat. Personne ne contestera que celle de la France ne soit infiniment avantageuse, & qu'elle n'ait contribué, autant qu'aucune autre cause, à la prospérité & à la gloire dont elle avoit joui depuis deux siècles. Mais quelque contestation qu'on voulût élever au sujet des avantages qui résultent de l'étendue du territoire actuel de la France, il est du moins incontestable que dans l'état actuel des choses, son existence tient absolument à la conservation de l'intégrité de ce territoire, & que, s'il pouvoit être entamé, on devroit craindre une rapide décomposition de tout l'Empire, d'où résulteroit la ruine de la totalité presque de ses habitans. Si c'est à la forme du gouvernement monarchique, que la France doit la grandeur de son territoire, & la réincorporation de plusieurs Etats qui en avoient fait autrefois des parties, lesquelles en avoient été démembrées par les effets de l'anarchie & de la faiblesse du Gouvernement occasionnée alors par l'excès de la puissance aristocratique, comme elle l'est aujourd'hui par l'excès de la puissance démocratique, on sentira sans doute que toute autre forme de gouvernement ne seroit pas aussi favorable à la conservation de l'intégrité de possessions qui sont l'objet de la jalousie de puissances rivales & puissantes.

Je dois éviter par prudence, autant que par tout autre motif, d'entrer dans le détail des causes, lesquelles d'ailleurs la plupart sont trop connues

de nos rivaux, qui rendent la défense du Royaume plus foible, que ne se le figurent des hommes enthousiasmés par des circonstances accidentelles, ainsi que dans celui des moyens que peuvent employer les ennemis qui voudroient envahir & démembrer la France, ou enlever ses possessions lointaines. C'est déjà un assez grand inconvénient pour elle, que la discussion publique de tous ses intérêts les expose plus facilement aux dangers qui résultent d'une connoissance plus exacte des moyens de force & des causes de foiblesse d'un adversaire, contre lequel on a tout l'avantage du secret de sa propre force & de sa propre foiblesse. La France n'en est pas encore au point de pouvoir admettre, à l'exemple des Romains, impunément les Ambassadeurs des puissances étrangères aux délibérations de son Sénat & à l'examen de ses camps. Les François n'imiteront sans doute pas les Athéniens qui, dans la crainte de rendre leurs Généraux trop puissans, affoiblissoient leur autorité, en divisant également entre plusieurs le commandement, qui n'est efficace que lorsqu'il appartient à un seul. Il faut d'heureux hazards pour rencontrer un Miliaire, qui puisse exercer le commandement à son tour à point nommé. Il faudra nécessairement que les François, s'ils ne veulent pas confier la défense de leur territoire à leur Roi, s'en remettent à un général capable de maintenir, après l'avoir rétablie, la discipline militaire à laquelle l'esprit républicain répugne infiniment.

Les talens de ce général devront être assez grands, pour diriger avec succès les armées contre les attaques d'ennemis qui ont fait souvent éprouver leur supériorité sur les armées Françoises, lorsque celles-ci ont été soumises à une discipline inférieure à celle de ces ennemis. Il ne suffira pas d'un général de cette trempe, il en faudra plusieurs, parce que la France est environnée de plusieurs puissances qui pourroient, ainsi qu'on l'a déjà vu, la menacer toutes à la fois. Je ne doute pas qu'une nation, qui a déjà produit tant d'illustres généraux, ne puisse encore en trouver dans son sein. Il ne leur manque sans doute que des occasions pour se faire connoître. Mais en admettant le succès de ces généraux, on tombera inévitablement, & malgré toutes les précautions prises par les décrets qu'on aura crû les mieux combinés, dans l'alternative d'élever un Cromwell ou un Monk. Telle est la perspective certaine des succès, qui ne sont pas à beaucoup près aussi probables que l'enthousiasme peut se le figurer. Je suis très convaincu que l'on peut opposer pendant quelque tems, & surtout dans les premiers momens, une grande résistance aux attaques du dehors; mais on croira difficilement qu'un Royaume, dont tous les citoyens devroient abandonner l'agriculture, les arts utiles & le commerce, pour se livrer à une guerre soutenue, sans avoir les moyens d'en supporter les frais immenses qui exigent des contributions qui ne peu-

vent point être levées dans un pays livré à l'anarchie & dont le peuple néglige forcément l'agriculture & le commerce, puisse résister longtems aux attaques bien dirigées par des ennemis puissans qui ont tous les avantages dans une guerre qui auroit pour objet l'acquisition de belles possessions, l'affoiblissement d'une puissance toujours considérée comme rivale, & la destruction d'une nation dont il peut leur importer de faire un exemple pour effrayer celles qui seroient tentées de l'imiter.

Si l'on peut donc être fondé à concevoir quelques appréhensions sur la possibilité d'un démembrement du Royaume plus ou moins prochain, & peut-être plus certain en raison du délai des attaques ou de la perte de quelques unes ou de la totalité de ses Colonies, il n'est pas hors de propos de considérer quels pourroient être les conséquences d'un pareil événement,

Que la France perde une seule province, il faudra reporter sur le reste du Royaume la partie du fardeau commun qui étoit supportée par cette province. Le fardeau non seulement ne sera point diminué par la diminution des frais qui étoient destinés tant à l'administration qu'à la défense de cette province; mais il sera augmenté & de la valeur des intérêts des fonds qu'il auroit fallu anticiper ou emprunter pour soutenir la guerre qui auroit entraîné la perte de cette province, & de plus de la valeur des intérêts des fonds nécessaires

au remplacement des forteresses placées sur la frontière de cette province & disposées pour la défense générale du Royaume qui resteroit à découvert après la perte de la frontière.

En perdant une partie des revenus publics destinés à tous les besoins du gouvernement & servant de gage à la dette publique, augmentée par une guerre quelconque, & plus particulièrement par une guerre désastreuse, l'Etat seroit encore affaibli dans sa population, d'abord par la perte de tous les hommes qui auroient succombé pendant la guerre & ensuite par la perte du fond de la population particulière de la province démembrée, sans compter les émigrations. Il est essentiel de remarquer que ce sont précisément les provinces frontières de France qui sont relativement les plus peuplées, qui le sont de l'espèce d'hommes les plus propres à la guerre, & qui fournissent dans les armées la plus grande proportion de soldats. Si la perte d'une seule province peut causer une si grande quantité d'inconvéniens pour l'Etat, quelles seroient les conséquences de la perte de plusieurs? Cependant on ne sauroit se dissimuler que, si un ennemi parvenoit à s'emparer d'une province, il n'acquît par cette possession seule, d'autant plus de moyens, & de facilité de s'emparer de plusieurs, ou tout au moins d'en faire pendant longtems le théâtre de la guerre. Mais comment la France peut-elle ne pas redouter une guerre qu'elle auroit à soutenir contre

plusieurs ennemis à la fois, quand il est incertain que les suites de cette guerre qui seroit longue, opiniâtre & certainement faite avec plus d'animosité que les guerres qui ont eu lieu en Europe depuis près de deux siècles, causeroient même, sans produire le démembrement du Royaume, la dépopulation, l'interruption de l'agriculture, la cessation du commerce & tous les maux combinés d'une guerre qui seroit bientôt en même temps civile & étrangère. Tel est le prix auquel on peut entreprendre d'obtenir, sans être à beaucoup près assuré du succès, l'échange d'un gouvernement le plus propre à assurer la liberté, la propriété, la perception des revenus publics, la plus grande économie dans les dépenses publiques, la plus grande vigilance dans l'administration, la distribution la plus exacte de la justice, les soins les plus constants d'une police active & éclairée, & enfin la défense la plus vigoureuse contre les attaques du dehors, contre un gouvernement qui par sa nature tend sans cesse à l'anarchie & à semer la discorde entre toutes les classes de l'Etat, ce qui suffit pour donner une idée de ses inconvéniens dont d'ailleurs on a assez de tableaux récents pour pouvoir en connoître les effets par sa propre expérience; puisque celle du passé dans la même nation & parmi tant d'autres, n'a pas suffi pour faire juger des malheurs qu'on se préparoit; en renversant de fond en comble un gouvernement dans lequel se trouvoit l'autorité

tutélaire propre à assurer tous les avantages qu'on pouvoit désirer, si l'on s'en étoit tenu à la réforme des abus de ce gouvernement, au lieu d'en entreprendre la destruction totale.

La France n'est pas seulement vulnérable dans la masse qui forme le Royaume, elle peut encore éprouver des atteintes mortelles, par la privation de possessions lointaines, d'où elle pompe par le commerce, les secours nécessaires à la subsistance de près d'un quart de ses habitans, & dont les tributs annuels forment une des principales sources des revenus publics, sans lesquels l'Etat seroit dans une impossibilité absolue de pourvoir aux besoins ordinaires du gouvernement & aux moyens d'acquitter la dette publique. La perte des Colonies Françoises entraineroit inévitablement une banqueroute subite, à la place de cette banqueroute lente qui se répartit aujourd'hui sur une plus grande quantité d'individus, & qui ne se consummera que dans un espace de tems un peu plus prolongé. Les effets du désespoir qu'occasionneroit cette banqueroute, qui ne pourroit plus paroître douteuse, tandis que celle qui est déjà commencée est encore déguisée aux yeux d'une multitude fascinée & pré-occupée par les artifices de ceux qui l'ont machinée, seroient incalculables, & ils seroient accrus de tout le désespoir de cinq millions d'habitans réduits subitement à la misère par la même cause.

Si une guerre de terre a besoin d'être conduite par une grande vigueur accompagnée de l'activité, du secret & de la combinaison de l'ensemble, qui ne peuvent se trouver réunies que par l'autorité monarchique, tellement que les Romains étoient forcés de recourir à un Dictateur dans les grandes crises, & d'investir les Proconsuls éloignés d'une plus grande autorité que celle des Consuls mêmes, à plus forte raison la conduite d'une guerre de mer exige-t-elle d'être soumise à l'autorité monarchique. Si les Escadres Angloises ont combattu avec tant de succès pendant la triste époque où l'Angleterre a payé si cherement la vaine tentative d'établir un gouvernement républicain, c'est parce que les forces de l'Angleterre étoient dirigées par la puissance monarchique la plus absolue qui ait jamais été exercée sur cette nation, par le tyran qu'elle avoit nommé son protecteur & qui étoit déjà son maître, lorsqu'il ne portoit encore que le titre de général de la prétendue république. Il est assurément bien inutile de recourir à un Dictateur ou à un Protecteur, ou à tout autre tyran, quelque nouvelle dénomination qu'on invente pour déguiser sa puissance, lorsqu'on a un Roi dont l'autorité est établie & peut être tempérée par les loix d'après ses propres desirs. Mais quelque fût le parti auquel on voudroit s'arrêter en France sur les moyens de conduire la guerre & surtout sur mer, on doit s'attendre à tous les revers, si elle n'est pas dirigée dans son

ensemble par l'autorité d'un seul. Le succès d'une guerre de mer qui pourroit entraîner la perte des Colonies Françaises dépend entièrement de la forme du gouvernement. Si les Athéniens modernes veulent conduire comme les anciens Athéniens leurs guerres, par leurs orateurs, leurs sophistes & leurs écrivains qui les secondent & les remplacent, ils rencontreront aussi quelque Philippe, dont l'or trouvera sa route parmi ces orateurs & ces écrivains; tandis que lui combiènera en monarche avec succès l'enlèvement des Colonies, le détachement des alliés, & préparera l'envahissement même de la présomptueuse Athènes.

SITUATION. La situation de la France l'oblige d'être à la fois guerrière & commerçante. Quand un pays est entouré de beaucoup de voisins, il doit nécessairement avoir beaucoup d'occasions de guerre. Il faut avoir des notions bien bornées sur la conduite relative à la défense d'un Etat, pour imaginer que cette défense sera bien assurée, lorsqu'on se bornera à attendre que l'ennemi qui le menace, ait commencé ses attaques, & qu'on lui donnera par là le moyen de faire de cet Etat le théâtre de la guerre, en choisissant, sans qu'il soit troublé, toutes les circonstances les plus favorables à ses opérations. Qui ne fait que la sagesse exige souvent de prévenir son ennemi? Assûrément une armée qui se réduiroit à la défensive contre une ou plusieurs autres, seroit bientôt

entamée ou même détruite. Un habile général ne se tiendra sur la défensive que l'orsqu'il se sentira trop foible pour attaquer son ennemi, & que la prudence l'obligera de déguiser sa foiblesse. Toutes les fois qu'il pourra prévenir les effets des desseins de l'ennemi par une attaque dont le succès sera probable par le choix des moyens employés, il n'hésitera pas à aller au devant de lui.

La conduite que la sagesse exige de la part d'un général habile devant un ennemi, doit être imitée par un gouvernement sage qui connoitra les principes d'une politique saine & éclairée. Il ne prendra pas pour règle de sa conduite, les maximes théoriques d'une philosophie qui se rend ridicule en prêchant une modération, qui ne tend qu'à provoquer les attaques & les insultes de la part de voisins qui seroient fort éloignés de vouloir adopter de pareilles maximes. C'est se dépouiller gratuitement de ses plus sûrs moyens de défense; c'est en quelque sorte se désarmer & inviter à l'aggression, que de renoncer à prévenir son ennemi par une attaque bien combinée, c'est à dire en allant à propos lui porter la guerre qu'on seroit certain qu'il auroit méditée contre l'Etat qui le préviendra. Tel est le but d'une guerre offensive.

Une nation qui auroit déclaré dans un moment d'enthousiasme philosophique, vouloir renoncer

à toute guerre offensive, seroit dans l'alternative ou d'essuyer la guerre avec tous les désavantages d'une défense imparfaite, ou de s'attirer le reproche de legereté & de pèrfidie, lorsque la considération du salut de l'Etat l'auroit obligée enfin à se conduire selon les règles d'une saine politique, mais contre la résolution la plus pompeusement annoncée & réduite par elle en loi de l'Etat. Non, il n'est pas vrai que la Nation Françoisse puisse renoncer à faire une guerre offensive lorsque l'intérêt de l'Etat l'exigera. Une guerre peut être juste & être offensive. Elle peut être injuste & être défensive. Si vous avez reçu une injure dont on refuseroit de vous faire satisfaction, la guerre que vous entreprendriez pour vous la procurer seroit juste. Elle seroit offensive de votre part. Si vous avez causé une injure dont vous auriez refusé de faire satisfaction, on vous feroit la guerre que vous repousseriez par la guerre. Elle seroit défensive de votre part & néanmoins injuste. Ce n'est donc point à la distinction de guerres offensives ou défensives qu'il faut s'attacher, mais à celle de guerres justes ou injustes. Toutes les fois que l'intérêt de l'Etat s'accordera avec la justice, une nation doit faire la guerre sans considérer si elle doit être offensive ou défensive, autrement que d'après les règles de la prudence pour en assurer le succès. Une nation qui veut éviter des guerres injustes, doit être fidèle observatrice des traités & veiller rigoureusement à une

observation exacte de la part de ceux avec qui elle les a contractés.

Ce qui convient aux intérêts de la Nation, est de n'être point entraînée par ses Chefs dans des guerres d'ambition, sous le prétexte de l'intérêt de l'Etat. Mais on peut employer des mesures sûres pour empêcher ces entreprises. Ces mesures ne doivent pas être confondues avec celles qui ne tendent qu'à l'affoiblissement même de l'Etat, en privant les Chefs de la Nation des moyens nécessaires pour la garantir de l'ambition de ses voisins & de ses rivaux. Lorsque la philosophie sera parvenue à bannir l'ambition, la cupidité, les rivalités de toute la terre, alors elle pourra se mêler de gouverner les Etats; mais jusques là les nations qui voudront prospérer & se garantir des dangers des fausses maximes qui attirent tous les désordres dans l'intérieur, & invitent l'ambition des Etrangers, feront sagement de ne confier le soin pénible de les gouverner qu'à des hommes consommés dans la politique, l'art le plus difficile & qui exige le plus la réunion de l'expérience à toutes les qualités naturelles les plus distinguées.

Une saine politique prescrira au gouvernement François d'employer tous les moyens nécessaires pour garantir l'Etat de l'ambition de ses voisins. Ces moyens consisteront en grande partie dans l'entretien d'armées bien disciplinées & toujours

jours prêtes à agir, non pas seulement pour repousser, mais pour prévenir les ennemis de l'Etat. Le nombre des ennemis qu'un Etat peut avoir étant toujours en raison du nombre de ses voisins, il est évident que la France par sa situation est plus exposée, qu'aucun autre Etat de l'Europe, à avoir des ennemis, & qu'elle doit par conséquent être plus habituellement qu'aucun autre dans un Etat de guerre. La France est donc forcément par sa situation une puissance guerrière, laquelle par cette raison doit être dirigée par le gouvernement le plus propre à ce genre de puissance auquel sa situation l'oblige.

Une nation peut être guerrière sans être conquérante, parce que la sûreté de l'Etat qui exige que sa puissance soit guerrière, ne peut jamais exiger qu'elle soit animée de l'esprit de conquêtes qui, indépendamment de l'injustice du motif, ne tend qu'à l'affoiblissement de l'Etat, ainsi que l'on en a des exemples dans toutes les nations conquérantes, & particulièrement dans les Romains, qui ont dû, autant leur ruine que leur grandeur, au système de conquête qui faisoit en quelque sorte le principe de leur gouvernement. C'est dans les moyens de faire la guerre & non dans l'objet de la guerre, qu'il convient d'imiter les Romains dont les succès guerriers offrent le plus de sujets d'admiration aux hommes. C'est chez eux que l'on trouvera l'exemple de la discipline des armées & de l'autorité des généraux sans lesquelles il ne

sont autant de liens qui forment de cette partie du monde un ensemble dont chaque Etat est un membre qui ne peut se détacher & chercher à s'isoler des autres, sans communiquer une secousse plus ou moins violente à toute l'association politique dont se compose l'Europe. Tous les traités par lesquels cette association est établie, sont autant de loix qui constatent ce qui est reconnu généralement comme le droit public de l'Europe. Une nation ne pourroit tenter de s'isoler sans rompre les traités qui forment les loix de l'association politique & par conséquent sans violer ouvertement le droit public de l'Europe. L'effet naturel de la violation d'un traité est de l'annuller, & par conséquent de replacer les parties dans les mêmes droits qui leur appartenoient antérieurement au traité annullé par sa violation. Les nations qui ne sont plus liées entr'elles par les traités qui les unissoient, rentrent à l'égard les unes des autres dans l'Etat de nature bien voisin de l'état de guerre. La violation des traités seroit d'autant plus sensible de la part de la France, qu'elle tient à l'association politique par plus de liens, par des liens plus anciens & par des liens plus étroits qu'aucune autre nation. Ainsi la France ne pourroit pas, quand elle le voudroit, tenter de s'en détacher. Elle doit donc nécessairement faire partie de l'association politique de l'Europe. Elle n'a que le choix du rôle qu'elle préférera d'y jouer; mais elle doit se convaincre

que, si elle n'y joue pas celui qui convient à la puissance dont elle est susceptible par sa situation, l'étendue de son territoire, ses Colonies, sa grande population, la richesse de son sol, le génie de ses habitans dont l'activité & l'intelligence embrassent tous les genres d'industrie, & se portent particulièrement sur la politique, la guerre & le commerce, son existence politique est menacée. Ou la France doit être une puissance dominante, ou elle doit tendre à sa ruine. C'est pour avoir déjà perdu de son caractère de puissance dominante, qu'elle a éprouvé tant de revers, entre lesquels il faut compter la perte de sa considération, & qu'elle est menacée de son déclin, pour peu qu'elle tarde à reprendre le rôle qui lui convient.

La conduite politique d'une Nation envers les autres Nations, ne peut pas être dirigée par les mêmes moyens que la politique intérieure. Au dedans, la loi commande: elle est impérieuse, absolue; les moyens d'exécution sont prescrits par elle. La conduite du gouvernement est soumise à des règles fixes. Au dehors, c'est la persuasion qui doit agir. Les moyens de persuasion à l'égard de l'Etranger, composent l'art de négocier. L'art de négocier doit poser sur des principes sages & justes. La connoissance de ces principes & les talents propres à les mettre convenablement en usage, forment le mérite d'un bon négociateur. Les succès des négociations dépendent néanmoins essentiellement du genre de gouvernement de la

faveur d'une grande Nation nécessairement guerrière par sa situation, puisqu'elle réunit les avantages de pouvoir diriger les armées par une grande autorité, sans laisser aux généraux aucun espoir de pouvoir s'emparer du pouvoir souverain déjà fixé par le droit d'une succession incontestable.

La situation de la France sur deux mers auxquelles elle communique par ses rivières, l'oblige à être commerçante pour sa sûreté, quand elle ne le feroit pas par le désir de s'enrichir & d'alimenter sa population. Si la France n'étoit point commerçante, elle ne pourroit point entretenir une marine militaire, & si elle ne pouvoit point entretenir une marine militaire, ses côtes seroient sans cesse exposées, & elle pourroit être attaquée ou envahie du côté de la mer. Il lui importe donc sous tous les rapports, de porter son commerce au plus haut degré de prospérité dont il soit susceptible. Mais un des moyens indispensables pour parvenir à cette prospérité, est d'assurer au commerce une protection efficace. Cette protection doit dériver de la nature du gouvernement qui en est chargé. Le gouvernement le plus capable de protéger efficacement le commerce d'une grande nation, est donc celui qui est le plus propre à une nation qui doit être commerçante.

Ce que j'ai expliqué plus haut au sujet des Colonies sur la nécessité de confier la direction de

route guerre, & principalement des guerres de mer & lointaines à une autorité monarchique, est entièrement applicable à l'intérêt du commerce: Mais consultons l'expérience, & nous verrons la prospérité de l'Angleterre assurée par la protection puissante du gouvernement monarchique, tandis qu'une ancienne république, ainsi que l'Angleterre, à la fois guerrière & commerçante, n'a dû sa ruine qu'à la forme républicaine de son gouvernement, qui y avoit fait naître de puissantes factions qui ont fini par la déchirer & en faciliter la proie à ses rivaux. Ce n'est point par les Romains principalement que Carthage a été vaincue. Ils l'ont conquise; mais elle étoit déjà vaincue par ses propres factions. Le vainqueur des Romains, celui qui pouvoit être le sauveur comme il fut longtems le défenseur de Carthage, le grand Annibal, fut immolé par une faction. Si l'ancienne Carthage eût eu un gouvernement pareil à celui de la moderne Carthage, de l'Angleterre, elle n'eût point succombé sous les attaques d'une nation, qui n'auroit pas seulement pû atteindre les rives d'un territoire défendu par une marine alors seule existante, & qui auroit été dirigée par une autorité propre à se faire obéir. Quels eussent été les succès des Bataves sans l'autorité monarchique des Princes d'Orange, sous le titre de Stadthouders?

POLITIQUE EXTÉRIEURE. Les rapports qui existent entre les divers Etats de l'Europe

vent avec fureur contre l'exercice d'un droit sans lequel le Monarque ne feroit, ainsi qu'on l'a vu en Suède, que le Président d'un corps olygarchique, que les hommes qui ont dirigé la politique extérieure dans les Républiques, n'aient jamais été mûs par les mêmes passions que les Rois ou leurs Ministres, & que ces passions n'aient pas été autant & même plus funestes aux peuples de ces républiques, que l'ont été celles des Rois ou de leurs Ministres pour les peuples soumis à un gouvernement monarchique. Il seroit superflu de rappeler toutes les guerres des républiques anciennes. La Grece, Rome, Carthage, Syracuse, ont éprouvé plus de guerres d'ambition que toutes les Monarchies connues. Celle d'Alexandre lui-même avoit été allumée par des républicains. Dans nos temps modernes n'avons nous pas vu les Provinces Unies plus agitées par les guerres sous la forme républicaine, que sous le Stadthouderat héréditaire? La vengeance d'Heinsius contre Louis XIV n'a-t-elle pas été la seule cause de la poursuite d'une guerre méditée par Guillaume III. qui avoit été déjà secondé dans d'autres par le Ministre de la République, & qui a anéanti la puissance politique des Bataves? La Nation Angloise, par l'organe de son Parlement, n'a-t-elle pas provoqué la guerre de 1755, dont les succès ne sont dûs qu'à une suite de fautes des François sur lesquels on ne pouvoit pas compter, & qui auroit pu accabler l'Angleterre de la même dette que cette

guerre lui a attirée, sans lui procurer les mêmes compensations, & au contraire causer la perte d'une partie de ses possessions & de sa marine? Cette guerre a été véritablement nationale de la part de l'Angleterre. Les mêmes passions existent dans tous les hommes, & il est encore plus facile de les contenir ou de les reprimer dans un Etat monarchique que dans un Etat républicain. C'est là que s'offre la plus vaste carrière à l'ambition, tandis que le trône héréditaire est l'écueil contre lequel échouent tous les projets d'une ambition effrénée, avide du pouvoir suprême, dont les peuples soumis à un gouvernement républicain sont bien plus exposés à être les victimes, que ceux gouvernés par un Monarque qui ne peut avoir d'autres intérêts que ceux de l'Etat.

TRANQUILLITÉ INTÉRIEURE. Quand même il seroit possible à la France républicaine, (car on doit la regarder comme telle, si l'autorité royale est réduite à un phantôme avili & sans pouvoir) de s'isoler impunément de toutes les autres puissances, & de devenir tout-à-coup une île inaccessible, pourroit-elle se flatter de conserver aussi facilement la tranquillité au-dedans, que de s'assurer de la paix au dehors par l'impossibilité de l'attaquer? Les mêmes causes qui produisent les guerres entre les nations, sont celles qui excitent les troubles au-dedans. Les passions ne tiennent point au sol d'un pays, mais à ses habitans. Partout où il y a des hommes, il y a des passions, qui

Nation, dont un négociateur dirige les intérêts au dehors. L'ame du succès consiste dans la réunion du secret, de l'activité, de la prudence, de la prévoyance, de la persévérance & de la vigueur. Existe-t-il une forme de gouvernement sous lequel cette réunion puisse s'effectuer aussi sûrement que sous le Gouvernement monarchique, lorsque le Monarque est investi spécialement de la conduite de la politique extérieure & de celle de la guerre, sans la libre direction de laquelle le droit de diriger les négociations seroit purement illusoire? Toutes les républiques qui ont voulu assurer le succès de leur négociations, ont été obligées d'en abandonner entièrement la direction à un seul homme. Lorsqu'elles ont voulu en charger un corps, elles ont toujours compromis les intérêts publics. La partie n'étoit point égale entre les Athéniens & Philippe de Macédoine, entre la Diète de Suède & le Czar, entre la Diète de Pologne & les Monarques qui environnent cet Etat qui a dû son démembrement, ainsi que la Suède son épuisement, à leur forme républicaine que l'un & l'autre ont eu la sagesse d'abandonner. L'Angleterre est obligée d'accorder toute sa confiance au Ministre de son Monarque & de respecter le droit de conduire la guerre & la paix. Avant que Cromwell eût acquis la tyrannie exclusive, le parlement républicain de l'Angleterre n'avoit eu aucun succès dans ses négociations avec les Etrangers qui ne réussissoient qu'à y entretenir la division.

Puisque la France ne pourroit pas réussir à s'isoler, puisqu'elle doit entretenir nécessairement des rapports avec d'autres puissances, elle doit adopter le système le plus convenable à ses intérêts relativement à la politique extérieure. Mais pour suivre l'exécution de ce système, & même pour le bien connoître, elle ne peut employer que les moyens dont dépend le succès, & sans lesquels il ne faut point y compter : Mais si ces moyens n'existent que sous un gouvernement monarchique, l'intérêt de la France relativement à sa politique extérieure, à laquelle tiennent non seulement sa gloire, sa prospérité & son indépendance, mais qui peut même influer sur son existence, exige qu'elle soit soumise à ce genre de Gouvernement.

On s'est fort répandu en déclamations contre l'exercice d'un droit qui donne à un homme & à ceux qui partagent son autorité, les moyens de compromettre la liberté, la tranquillité, & la prospérité d'un Etat ; mais on n'a pas voulu examiner, s'il n'existoit pas des moyens d'obvier aux dangers de ce droit, sans priver celui à qui il ne seroit confié que nominalelement, de la faculté de l'exercer précisément pour garantir la liberté politique, la paix & la prospérité d'une Nation. Ces moyens sont plus simples qu'on ne pense, & tiennent principalement à une bonne organisation des Conseils du Monarque, laquelle tient elle-même à une bonne organisation de tout le corps politique. Il sembleroit à entendre les déclamateurs qui s'élé-

font lâches, étendues, & en quelque sorte dérachées. Tel est l'effet de l'organisation républicaine où les individus retiennent d'autant plus de leurs moyens de force, qu'ils prétendent avoir plus de droit à participer au gouvernement. Là se trouvent beaucoup de forces partielles en opposition constante à la force publique & à ses dépens. Celle-ci sera le moins considérable dans une Démocratie, elle le fera davantage dans une Aristocratie, elle ne sera réelle que dans une Monarchie. Mais puisque l'intérêt de tout Etat est de jouir de la tranquillité intérieure, que cette jouissance est en raison du degré de la force publique, & que la force publique ne peut être efficace dans un grand Etat que par le gouvernement monarchique, la France a le plus grand intérêt, si elle veut être assurée de la tranquillité publique, d'être soumise à un gouvernement monarchique. Ce motif seul est assez puissant : quel ne doit pas être son effet quand il se combine avec tant d'autres motifs également puissans ?

Tous les rapports essentiels sous lesquels on peut examiner l'intérêt d'une Nation à préférer un genre de gouvernement à un autre, se réunissent pour convaincre, que le véritable intérêt de la France est d'être soumis à un gouvernement monarchique. Ce n'est point en créant par l'abstraction un autre pays & d'autres habitans, qu'on peut composer un gouvernement. L'imagination fait disparaître toutes les réalités, mais la sagesse les saisit, les examine, en fait acception & règle un gouvernement propre au pays & aux habitans qui existent & tels qu'ils existent. C'est le gouvernement propre à la France & aux François qu'il intéresse les François de considérer, & non pas de s'arrêter à des plans qui exigent pour préalable

le renversement d'un édifice éprouvé & susceptible des réparations désirables, avant d'avoir pu s'assurer autrement que par des promesses, tant de la possibilité de l'exécution de ces plans, que de la solidité ou de la convenance du nouvel édifice.

J'aurois pu ajouter encore l'influence du genre de gouvernement sur les mœurs. Celles des François ont toujours été féroces, lorsqu'ils se sont livrés à des troubles civils. Le goût des hommes en général, & plus particulièrement des François pour les distinctions qui causent plus de haines & des rivalités bien plus dangereuses dans un Etat républicain que dans une Monarchie. Enfin l'habitude de la nation & l'attachement, suite d'un sentiment dont elle ne se rend pas compte, qu'elle a été plus heureuse sous le gouvernement de ses Rois, qu'elle n'auroit pu l'être sous toute autre forme. On en doit juger plutôt en masse & par les résultats généraux, que par des détails sur des abus qui ne sont pas inhérens à la Monarchie, mais le produit des circonstances qu'offre une longue succession de tems. On ne sauroit nier que la France n'ait été souvent déchirée par des vautours; mais on pouvoit prendre des mesures pour les écarter à jamais, sans la livrer à une multitude d'insectes qui en couvrent toute la surface, ont déjà pénétré dans les viscères de l'Etat devenu leur proie, & qui finiront, si on ne se hâte d'y remédier, par le ronger jusqu'à l'anéantissement, à moins que cette proie ne leur soit arrachée par quelques ennemis du dehors qui sauroient lui communiquer une nouvelle vie en incorporant les lambeaux à d'autres masses qui auroient préservé toute leur vigueur.

Notes.

sont des sources de guerres. Elles ont lieu d'Etat à Etat, de corps à corps, d'individus à individus. Les passions ne peuvent être contenues & leurs effets reprimés, que par une très grande force. Si la force qu'on leur oppose est inférieure à leur activité, & qu'elle ne puisse pas résister à leur développement, alors tous les hommes qui en feront les instrumens, se heurteront, se choqueront, entreront en collision. Toute organisation sociale qui facilitera le développement des passions, donnera lieu à tous les désordres qui naissent de leur action qui ne rencontrera de résistance que dans les efforts d'autres passions. Une organisation sociale de ce genre est une véritable anarchie constitutionnelle.

Toute République qui seroit composée d'un peuple nombreux, riche & avide de gloire, sera nécessairement exposée à être divisée en partis qui dégénèrent promptement en factions, à mesure que le pouvoir se conteste avec plus de violence. L'effet naturel des factions est de rompre l'action du gouvernement, pour la concentrer dans la faction qui aspire à dominer. Chaque faction attire à elle une partie de la force publique qui appartient au gouvernement. Elles ne se balancent que par des efforts violens dans lesquels toutes les apparences, même de la justice, sont violées. L'intérêt public est méconnu. L'anarchie prend la place de l'ordre, & de proche en proche chacun prétend à se rendre indépendant, sans son-

ger que l'indépendance de chaque individu le réduit à ses seuls moyens de défense.

On se méprend infiniment sur le véritable esprit du républicanisme. Cet esprit consiste dans le goût de l'indépendance pour soi, ce qu'on appelle liberté; & dans le goût de la domination sur les autres, qu'on appelle égalité. Ceux qui prétendent à être libres, désirent en même tems d'assujettir les autres hommes aux vues de leur intérêt. Ceux qui réclament l'égalité, n'aspirent qu'à primer sur ceux qui sont au-dessus d'eux, sans vouloir que ceux qui sont au-dessous, atteignent à leur hauteur. La Monarchie dans laquelle il existe des rangs & une classification de Citoyens, ne convient pas à des hommes qui réclament l'égalité tout haut, mais sont tourmentés intérieurement du désir de primer. Aussi le républicanisme est-il plus convenable à l'ambition, mais par cette raison même l'est-il moins à une Nation toujours agitée, tourmentée & troublée par l'ambition de ses Chefs.

Le gouvernement le plus propre à assurer la tranquillité publique sans cesse menacée par les passions des individus, est celui qui peut user le plus efficacement d'une grande force. La force qu'exerce le gouvernement, s'appelle la force publique, parce qu'elle se compose de la réunion & de l'aggrégation de tous les moyens des forces individuelles & privées, pour être employée à l'avantage public. Cette réunion doit être très intime & l'aggrégation très concentrée, pour donner une grande solidité à la force publique & la rendre capable de résister aux efforts toujours en action pour parvenir à la diminuer: Mais il ne peut point y avoir de solidité dans la force publique, lorsque les parties dont elle se compose,

N o t e s.

(a) Tous ceux qui aujourd'hui se vantent si hautement d'être les régénérateurs & les bienfaiteurs de la Nation, & qui réclament sa reconnoissance, sont de véritables imposteurs qui ont eu la coupable perfidie d'égarer le peuple, au point de l'irriter contre le Prince plein de bonté & de générosité, auquel la Nation est essentiellement & spécialement redevable de sa réintégration dans le droit de législation qu'elle avoit partagé souvent avec ses Rois, & que ceux-ci depuis long-tems étoient en possession d'exercer seuls. On ne sauroit revoker en doute que, dès son avènement au trône, le Roi n'ait été animé du désir de faire le bonheur de la Nation. Son premier Edit fût un acte de bienfaisance. Il a rétabli des Magistrats que la voix publique redemandoit, qu'on regardoit alors comme les défenseurs du peuple & qui balançoient en quelque sorte l'autorité royale. Il a choisi trois de ses Ministres parmi des exilés. Un autre lui a été désigné par l'amitié de son pere. Un étoit indiqué comme un homme qui avoit constamment médité des plans en faveur du peuple. La plupart n'étoient point des hommes de cour. Ceux qui l'étoient, lui avoient été indiqués par d'autres qui n'en étoient point. Jamais il n'a nommé que des Ministres en faveur desquels il y avoit la présomption des lumieres & des talens par les emplois qu'ils avoient exercés précédemment. Enfin les derniers de tous ceux qui ont été de son choix libre, avant les troubles, ont été des hommes qu'on a déclaré qui emportoient à leur retraite les regrets de la Nation. Si le Roi a pû se tromper, on doit dire que la Nation ne se connoissoit pas mieux sur le choix des Ministres que lui. L'homme qui par excellence avoit été indiqué par le vœu général & qui étoit devenu l'idole du peuple, l'homme dont le Roi avoit eu

des raisons de se méfier, l'homme qui devoit être le sauveur de la France, que le Roi avoit placé en quelque sorte au dessus de lui-même selon le vœu ambitieux de cet homme & le vœu inconsideré du public, cet homme a été regardé par ce même public comme indigne de la place à laquelle ce public, bien plus que le Roi, l'avoit porté. Peut-on accuser le Roi sur le choix de ses Ministres, puisque le public les avoit en partie désignés, & que les autres étoient désignés par ceux qui avoient l'approbation publique? Le Roi avoit sans doute apperçu l'insuffisance des secours qu'il pouvoit attendre de ses Ministres pour opérer le bonheur de la Nation, puisqu'il avoit médité l'idée de l'appeller elle-même à l'œuvre de la régénération du gouvernement, longtems avant que le public, ni les parlemens, ni les Ministres qui ont voulu établir leur puissance sur la faveur populaire, eussent manifesté leurs desirs à cet égard. On ignore que le Roi avoit puisé cette idée dans la lecture des observations de Mably sur l'histoire de France, & que beaucoup moins jaloux d'une autorité indéfinie, que des moyens d'assurer le bonheur de la Nation, il avoit formé le désir de lui rendre l'exercice de ses anciens droits, dès qu'il entreverroit la facilité d'accomplir ce désir sans exposer l'Etat à une secousse dangereuse. Lorsque le vœu du public se manifesta à cet égard, le cœur du Roi étoit tout préparé à l'accueillir; & sans l'abus qui a été fait du moyen de la convocation de la Nation, par un Ministre que la présomption & l'ambition ont porté à vouloir innover en tout, au lieu de se borner à la réformation des abus, les vues bienfaisantes du Roi auroient été remplies & la France seroit aujourd'hui l'Etat le plus heureux & le plus florissant de la terre. Au lieu de travailler d'un ACCORD COMMUN ET AVEC UNE MUTUELLE CONFIANCE, ainsi qu'il y avoit invité la Nation, au bonheur général, on a cherché à avilir la dignité & à abattre l'autorité ru-

telaire du meilleur des Rois. On a enfin accumulé sur lui tous les outrages, toutes les humiliations & toutes les vengeances qu'appelloit la mémoire de ceux qu'il auroit eu horreur d'imiter, tandis que, s'il l'eût voulu, il n'auroit tenu qu'à lui d'assurer irrésistiblement l'empire le plus complet & le plus systématique du Despotisme; car jamais Roi monta-t-il sur le trône avec un pouvoir aussi absolu & aussi étendu?

(b) Lorsque l'Angleterre par l'abus de sa suprématie sur les Colonies & la violation de leurs Chartres, les eût réduites à l'alternative de se soumettre à être liées par leur métropole, DANS TOUS LES CAS QUELCONQUES, ou de recourir à la violence, pour repousser la force qui les menaçoit, leur succès les rendit indépendantes. Elles formèrent des peuplades libres qui dans le principe avoient établi une correspondance entre elles pour parvenir, par l'emploi de leurs moyens combinés, au redressement de griefs communs à toutes les Colonies, & qui s'étoient ensuite confédérées pour soutenir leur indépendance qu'il étoit devenu nécessaire d'assurer pour ne pas être réduites à une soumission indéfinie.

Mais chacune des peuplades Américaines qui changèrent le nom de Colonies en celui d'Etats, ne déclara pas de prétendre à une indépendance absolue. La guerre inévitable par la violation des chartres qui avoit rompu les liens d'union entre la métropole & les Colonies, avoit placé chaque Etat dans l'Etat de nature relativement à tout autre Etat. Il fallut suppléer alors à l'absence de tout gouvernement public et le constituer. Le degré de force politique auquel chacun de ces Etats étoit parvenu, ne pouvoit guères être regardé que comme une sorte d'enfance. Ils se regardoient & se sont souvent désignés comme des Etats enfans, *INFANT STATES*: Mais ce n'étoit que relativement à d'autres Etats plus

considérables qu'ils étoient des enfans. Ils étoient foibles, mais non point enfans. Enfin ils étoient des Etats naissans, mais ils n'étoient point composés d'un peuple neuf. Les bases de l'association des individus de chaque Etat ne furent point détruites. On organisa des corps politiques, parce qu'il n'en existoit pas. Chaque membre détaché du trône auquel il avoit appartenu précédemment, forma un nouveau corps; mais les droits civils des individus furent respectés. On créa ce qui n'existoit pas. On ne détruisit point, & l'on chercha à assurer encore mieux ce qui existoit. Ces nouveaux corps politiques se confédérèrent pour résister avec plus de force à un ennemi commun. L'acte de leur confédération parût être une constitution politique. Le succès de cette confédération, depuis & dès avant la fin de la guerre, a prouvé le contraire. La nécessité d'une constitution a été sentie par les hommes sages & les vrais politiques des Etats Américains. En dignes imitateurs de Solon, ils en ont rédigé une qui, si elle n'est pas la meilleure qu'on pût leur donner, est la meilleure qu'ils pussent recevoir, eû égard à toutes les circonstances. Ils ont eû même le ménagement de conserver le nom de confédération, tandis qu'ils opéroient une consolidation, une sorte de fusion de plusieurs parties en une seule masse. Ils ont appelé une nouvelle constitution fédérale ce qui est dans le fait la première constitution politique qui forme de tous les Etats Américains un seul corps politique, & de plusieurs peuplades une seule nation. Ils ont eû cet égard pour la foiblesse d'un peuple ombrageux & qui n'étoit pas assez généralement éclairé sur les avantages de mettre des bornes à la liberté naturelle pour mieux la garantir. Enfin la constitution Américaine a fait de l'aggrégation de tous les Etats Américains une véritable Monarchie sous le titre d'une union qui chaque jour développera davantage les traits

encore foiblement prononcés d'une organisation monarchique, à mesure que les avantages de ce genre de gouvernement auront été plus éprouvés par les peuples qui y sont soumis.

L'Angleterre avoit déclaré par une loi qu'elle avoit le droit de lier ses Colonies dans tous les cas quelconques, *to bind her Colonies in all cases whatsoever*. Qu'un Roi, un Parlement, un corps législatif, quelle que soit sa dénomination, fasse une pareille loi, quiconque y seroit soumis seroit esclave. L'Angleterre n'a révoqué cette loi que par le fait du traité par lequel elle a reconnu l'indépendance des Etats qu'elle avoit prétendu lier dans tous les cas quelconques. La Nation Française n'étoit nullement, à l'égard du Roi, dans la situation des Etats Américains, à l'égard du Parlement d'Angleterre. La situation de la Nation Française étoit l'inverse. Le Roi avoit déclaré ne vouloir plus que sa volonté fit la loi. L'insurrection des Américains étoit devenue leur dernière ressource, après avoir épuisé toutes les autres. Elle a été le premier moyen employé par les Français, qui y ont été excités par les mensonges & la séduction des fourbes & des ambitieux qui l'ont prêchée comme un saint devoir, auxquels il convenoit d'opérer, non pas une révolution déjà faite par le rétablissement des Etats généraux & la lettre de leur convocation qu'on pouvoit regarder comme une sorte de grande charte nationale qui constatoit les droits de la Nation, mais un bouleversement général qui pût, par la désorganisation complète du gouvernement, faire jour au travers de ses ruines à l'ambition des conspirateurs qui visioient à dominer sur l'Etat. L'ignorance profonde des Français sur l'origine, la marche & les suites de la révolution Américaine, les a rendus trop facilement dupes de ceux de leurs compatriotes qui n'ont eux-mêmes point acquis des connoissances bien exactes

sur cette révolution & ses suites, pour avoir été effleurer le sol de l'Amérique, ou d'autres qui n'ont fait qu'y méditer l'art raffiné & bien connu dans cette contrée, d'en imposer au peuple & de le capter pour en devenir les chefs. Ce ne sont point les dogmes philosophico-politiques placés à la tête des constitutions éphémères de quelques Etats Américains, dans un moment où il s'agissoit de porter le peuple à l'insurrection, qui sont devenus les principes politiques des Américains après l'acquisition de leur indépendance. L'objet de leur gouvernement se trouve indiqué dans un très court préambule de sa constitution actuelle, qui a remplacé tout ce fatras métaphysique de déclarations des droits de l'homme, par lesquelles on ne fait qu'égarer le peuple, en le faisant courir après des chimères qui l'entraînent dans des précipices. Les premières constitutions Américaines élevées dans un tems de trouble & d'ignorance politique, n'ont servi que comme des pièces d'échaffaudage pour la construction d'un autre édifice plus convenable au but de tout bon gouvernement, qui est la conservation & la prospérité du corps politique. Ces pièces rejetées par les Américains ont été ramassées par les François, & c'est avec ce rebut des Américains que la Nation Française a consenti à laisser construire la constitution d'un gouvernement qui, si elle ne pouvoit pas convenir aux Américains, peut certainement encore moins convenir aux François, dont les rapports avec les Américains sont aussi dissemblables & peut-être plus, que ceux qu'ils ont avec les Chinois. Voilà où a conduit l'imposture d'une part & l'inconsidération de l'autre.

(e) Je n'ai point entendu qu'il fallût exclure entièrement le peuple de la législation; mais je pense qu'il est, contre toute justice qu'une classe d'hommes décide

exclusivement du sort d'une autre. Telle seroit la situation de la France, si la constitution de 1789 subsistoit à l'égard de l'organisation du corps législatif. Les décisions de toute Assemblée délibérante étant nécessairement le résultat de la pluralité des voix, on ne sauroit empêcher que dans une Assemblée indivise, les décisions ne soient le résultat de la volonté de la classe d'hommes dont le nombre dominera dans cette Assemblée: Mais puisque selon la constitution, la multitude domine dans les élections & que la propriété exigible pour être membre du corps législatif est si peu considérable que l'intérêt qu'on auroit à la conserver ne balance point la considération des avantages de flatter la multitude dans la confection des loix, il arriveroit nécessairement que l'Assemblée des Représentans de la Nation ne seroit jamais que ce qu'elle a été dans son principe, dès qu'elle a été rendue indivise, l'Assemblée des Représentans de la multitude. Pour éviter de faire dépendre le sort du peuple des décisions des propriétaires représentés par le Clergé & la Noblesse, on a livré le sort des propriétés au peuple qui n'en avoit point, & à ses Représentans qui étoient dévorés de la soif du pillage. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans le détail d'un plan d'une organisation plus convenable à un corps législatif pour donner à ses décisions le caractère de la sagesse & de la justice; mais si l'on ne peut pas nier le principe, qu'il est de toute injustice qu'une classe d'hommes décide arbitrairement du sort d'une autre, ce qui seroit rendre l'une sujette de l'autre, il sera nécessairement accordé qu'une Assemblée des Représentans d'une Nation devra être divisée de manière à ce que les deux ordres de Citoyens dont se compose inévitablement toute Nation, surtout une grande Nation, ne puissent pas dominer exclusivement l'une à l'autre. La classification la plus simple des Citoyens d'un Etat indiquera deux ordres

bien distincts, savoir celui des propriétaires & celui des non-propriétaires, divisibles l'un & l'autre en plusieurs classes. Si le corps législatif se trouve composé d'un nombre inégal de membres de l'un ou de l'autre ordre, il en resultera nécessairement que les loix seront en faveur de l'un & au désavantage de l'autre. Si les propriétaires dominent, ce qui arrivera toujours à la longue dans une Assemblée indivise, le Corps législatif tendra à l'Aristocratie pure. Si les non propriétaires dominent, le Corps législatif tendra à la Démocratie pure accompagnée de tous les inconvéniens de ce genre de Gouvernement, dans un excès d'autant plus grand, qu'il y aura toujours une grande résistance de la part des propriétaires, ce qui constituera un état de guerre habituelle, tel que la France en offre l'image en ce moment, non pas parce que son Assemblée Nationale s'est créée Corps constituant, mais parce qu'il est Corps détruisant par son essence démocratique. Ce qu'on veut représenter comme un Etat accidentel dans la France, seroit son Etat habituel, si l'organisation du corps législatif pouvoit se maintenir telle qu'elle a été établie. Les choses seroient réglées d'une manière équitable & durable, en ayant égard à la distinction des deux ordres de citoyens, dont les intérêts communs en général, sont essentiellement différens sur le point, après la liberté, qui intéresse le plus les hommes & sans la sûreté duquel aucune société politique ne sauroit se maintenir. Les droits de tous les Citoyens sont égaux dans tout ce qui est commun. Ils sont inégaux dans tout ce qui est propre aux individus. C'est sur cette différence que doit être réglée l'organisation d'un corps représentatif de tous les citoyens & investi du pouvoir de décider de leur sort. Elle doit être telle qu'aucun citoyen ne puisse être lésé dans l'usage du droit égal qu'il a à tout ce qui est commun, tel que la justice, la protection publique, les

emplois du gouvernement, l'égalité proportionnelle dans les contributions publiques, la jouissance de tout ce qui est public, tels que les routes, rivières, les ports, les promenades, les fontaines, des établissemens de secours publics & de toutes les choses de ce genre : Mais elle doit aussi être telle que les propriétés, qui ne sont point d'une nature publique & auxquelles les citoyens n'ont point par conséquent un droit égal, soient garanties. Ces conditions existeroient dans un Corps législatif divisé de manière qu'une partie seroit composée des représentans des propriétaires, qu'on désigneroit d'un nom quelconque & qui l'a été constamment en France par celui de la Noblesse, & des représentans des non-propriétaires, qu'on désigneroit du nom de peuple. Dans de certains cas les délibérations seroient prises en commun & dans d'autres elles le seroient séparément. La réunion des deux ordres formeroit la Nation. Le terme commun pour en désigner les membres, seroit celui de Citoyens. La distinction pour désigner l'espece, seroit celle de Noblesse & de peuple. Cette distinction n'auroit de rapport qu'à la propriété & ne donneroit aucun privilège à un ordre au détriment de l'autre. Le droit de chacun dans la législation seroit parfaitement égal, en sorte que jamais la noblesse ne pourroit abuser de son droit contre le peuple, puisqu'il ne pourroit être fait de loi que d'un accord commun. Par la même raison le peuple ne pourroit pas abuser de son droit contre l'intérêt des propriétaires.

En donnant ici la dénomination de noblesse à la classe des propriétaires, il ne s'en suit point que la noblesse soit une qualité nécessairement héréditaire, encore moins indélébile. Les titres ne sont devenus héréditaires en France que par un abus qui avoit fini par être sans aucune conséquence, à force d'être multiplié, puisque dans le fait, les titres de noblesse en France n'avoient

guères plus de valeur que des noms de batême ou des surnoms. Ces titres, à l'exception de celui de Chevalier & de Baron, devoient leur origine à des fonctions qu'ils désignaient, & qui ayant cessé d'y être attachées, les ont rendus de nulle valeur. C'est sans motif qu'ils ont été l'objet de la jalousie des uns & des regrets des autres. L'ancienne noblesse étoit elle-même très inconséquente dans le prix qu'elle attachait à des titres, puisque les pères & les enfans prenoient indifféremment des titres dont la valeur dans l'origine avoit été fort différente, & que la plupart des nobles se présentoient dans le monde sous d'autres noms que ceux de leurs familles. La distinction qui est accordée à certains noms, ne pourra jamais être établie ni détruite par des loix, parce qu'elle tient à l'opinion sur laquelle les loix n'ont point d'empire. C'est à ceux qui ont reçu des noms distingués par les vertus & les services des Citoyens qui les ont illustrés, à imiter leurs pères. Ils obtiendront des autres hommes & partout la même considération & les mêmes égards dont leurs pères auront joui. Une succession de vertus & de services dans une famille, vaudra à cette famille la considération & les égards pour la famille, que les individus acquerront par des vertus & des services individuels.

(d) C'est faute de s'entendre qu'on a tant de peine à se soumettre à reconnoître soit un Monarque, soit un Sénat, ou une Assemblée quelconque pour Souverain d'une Nation. Une Nation ne peut pas être Souveraine d'elle-même, quoiqu'elle pût l'être d'une autre Nation ou d'une Colonie, ainsi que l'étoient les Romains. En la considérant même comme la source de la Souveraineté, elle doit en loger le pouvoir & l'exercice quelque part. Celui ou ceux à qui ce pouvoir est attribué, sont le Souverain, parce qu'ils exercent l'autorité souveraine. Cette autorité se subdivise elle-même en autant de bran-

ches qu'il est nécessaire pour la rendre efficace; mais il ne s'en suit pas que le pouvoir soit absolu pour être souverain. Il est souverain, parce qu'il est plus grand que tous les autres pouvoirs pris séparément; mais quoique souverain il n'en est pas moins défini par les loix de l'Etat & il ne peut être arbitraire ni absolu que par la violence ou par une volonté décidée de la Nation. Le gouvernement des Turcs offre un exemple d'un pouvoir arbitraire & absolu par la violence. Le gouvernement du Dannemark offre un exemple du pouvoir absolu par la volonté décidée & expresse de la Nation qui l'a accordé à son Roi. L'Angleterre offre un exemple d'un pouvoir souverain défini. Les Anglois qui croient être assez libres, quoiqu'une partie de la Nation ne jouisse pas des mêmes prérogatives que l'autre, ce qui est la seule injustice de la constitution Britannique, reconnoissent le Roi d'Angleterre pour leur Souverain. Une Nation peut être parfaitement libre & être gouvernée par un Souverain. Si elle n'avoit pas de Souverain, elle seroit dans l'anarchie. C'est pour avoir suspendu la Souveraineté du Monarque en France, que l'Assemblée Nationale se l'est attribuée en partie & qu'elle, la Nation, ou des portions de la Nation en ont exercé d'autres parties, ou plutôt que la Nation a été partiellement gouvernée & partiellement livrée à l'anarchie. La vaine terreur du nom de Souverain l'a livrée au plus grand mal qu'une Nation puisse éprouver, qui est la licence & l'anarchie. Il est de l'intérêt d'une Nation de reconnoître un Souverain afin d'être gouvernée; mais il est aussi de l'intérêt d'une Nation que l'autorité souveraine soit bien définie, afin qu'Elle puisse être bien gouvernée. Tel doit être l'objet d'une bonne constitution politique. Cette constitution sera républicaine ou monarchique, selon qu'il sera reconnu qu'il convient mieux à une Nation d'avoir un gouvernement républicain ou un gouverne-

ment monarchique. Elle aura alors pour Souverain ou un Sénat d'une dénomination quelconque, ou un Monarque.

(c) Les deux pays où l'agriculture & l'industrie ont acquis comparativement la plus grande prospérité, sont la Chine & l'Angleterre. Il sembleroit que l'on ne peut point en induire aucun argument particulier en faveur du gouvernement monarchique, parce que l'on prétendra peut-être que l'un de ces pays est soumis à un gouvernement despotique & que l'autre est libre. Je doute que malgré toutes les belles descriptions que nous avons sur la Chine, nous ayons des notions très exactes sur le gouvernement Chinois & en général sur ce pays où les Etrangers ne sont point admis, dont la langue ne peut être acquise par les naturels du pays, que par une étude qui absorbe une grande partie de la vie d'un homme, & qui est néanmoins une clef indispensable pour pénétrer à la Chine dans la science du gouvernement & acquérir la connoissance des loix & des rites qui sont une partie essentielle de la constitution politique de la Chine. Mais à juger des causes par leurs effets, en admettant que l'Empereur de la Chine soit absolu, je soutiendrai qu'il n'est point arbitraire, sans quoi la Chine n'auroit pas conservé les mêmes loix, les mêmes mœurs, ni le même gouvernement pendant une durée de siècles qui a été occupée ailleurs par la formation, les révolutions & les destructions d'Etats de toute dénomination & de toute sorte de degrés de puissance. L'Empereur de la Chine est sans doute très absolu comme Monarque, c'est à dire comme exécuter des loix; mais il est très probable que la loi à la Chine est très impérieuse même à l'égard de l'Empereur. La stabilité constante des loix chinoises, est une preuve qu'elles ne dépendent pas de la volonté arbitraire du Monarque qui est chargé de leur exécution.

La prospérité reconnue de la Chine, qui s'annonce par les deux signes les moins équivoques d'un bon gouvernement, la plus grande population & la plus grande masse de richesses, fruits de l'agriculture & de l'industrie la plus développée, est une preuve incontestable que les Chinois sont soumis aux meilleures loix & au meilleur gouvernement qui leur conviennent sous tous les rapports : Mais leur gouvernement est incontestablement monarchique ; & , si le monarque y est très absolu & très puissant quant aux moyens d'exécution, ce qui doit être pour assurer cette exécution dans un Etat aussi étendu & aussi peuplé que la Chine, il n'est certainement pas arbitraire dans la législation, & dès lors il n'est point un despote, puisque le despotisme ne consiste pas dans l'unité du gouvernement, mais dans la réunion de tous les pouvoirs dans un seul, ou dans une Assemblée quelconque qui les exercent d'une manière arbitraire. Ce qui convient à la Chine conviendrait également à la France & y produiroit des effets aussi heureux. Le Monarque en France devrait y être très absolu & très puissant, quant à l'exécution des loix, & son pouvoir devrait être très limité quant à la législation, qui elle-même ne devrait jamais être le résultat d'aucune volonté arbitraire, soit d'un seul, soit d'une Assemblée, puisqu'alors les loix seroient l'ouvrage du Despotisme qui consiste, non pas dans le pouvoir absolu, mais dans la réunion du pouvoir absolu & du pouvoir arbitraire, quelque part que cette réunion existe.

Si la Chine, qui paroît être à quelques égards gouvernée par un Monarque despote, est cependant de fait, & par des causes que sans doute nous ignorons, soumise à une Monarchie tempérée, quoique nous ne connoissions pas l'influence des grands & du peuple sur le gouvernement ; d'un autre côté l'Angleterre, malgré les apparences de la grande force populaire qui se concentre

dans la chambre des Communes, est de fait aussi gouvernée par un Monarque Co-législateur dont l'influence seule prévient les excès de cette force populaire toujours dangereuse à la tranquillité de l'Etat, lorsqu'elle tend à agir sur le gouvernement, au lieu de se borner à le seconder par la réunion des lumières que procure une Assemblée des Représentans de toutes les parties de l'Etat. Un des grands vices de la constitution Britannique, & peut-être beaucoup plus grand que celui de l'inégale représentation & que celui de la trop longue durée du parlement, est le défaut d'autorité légale du Monarque qui est obligé d'y suppléer par des moyens sans lesquels son autorité seroit inefficace pour l'exécution des loix. C'est à son autorité effective, résultat de son influence, que l'Angleterre doit la persévérance de la tranquillité intérieure & au dehors la protection, la sûreté & la considération par lesquelles la Nation Angloise est parvenue à donner le plus grand développement à l'agriculture & à l'industrie. Les commencemens de la prospérité de l'Angleterre à cet égard sont dûs à la sagesse d'un Monarque qui a su fortifier son autorité par le renversement de la force qui avoit balancé jusques là l'autorité royale en Angleterre qui étoit celle des grands. Les Tudors ont les premiers élevé le peuple. Celui-ci a abusé de sa force sous les Stuarts. L'autorité royale, heureusement pour l'Angleterre, s'est relevée par l'habileté du gouvernement sous la maison d'Hannovre. Mais de fait le gouvernement Britannique est très monarchique, & il seroit plus parfait, si le Monarque possédoit en Angleterre, en vertu de la loi, toute la portion d'autorité qui est nécessaire au gouvernement & qu'il ne doit qu'à une influence dont les bons effets sont trop chèrement achetés par d'autres effets nuisibles aux mœurs.

(f) Il est un genre d'industrie particulière infiniment utile à un Etat & qui ne contribue pas moins à son

ornement qu'à sa prospérité, c'est celle qu'exercent les hommes qui cultivent les sciences, la littérature & les beaux arts. On a fait de grandes dissertations pour savoir si le gouvernement républicain n'étoit pas le plus favorable à ce genre d'industrie, & l'on a assez généralement prononcé pour l'affirmative; mais à cette assertion de pure théorie s'oppose évidemment l'expérience. L'histoire nous offre quatre époques célèbres pour les beaux momens des sciences & de la littérature. Elles sont désignées toutes les quatre par les noms de Monarques. Le siècle d'Alexandre, le siècle d'Auguste, le siècle des Médicis, & le siècle de Louis XIV. Le gouvernement des Rois de la maison de Bourbon n'a pas été moins favorable aux sciences, à la littérature & aux beaux-arts en France, que celui des Ptolémées ne l'avoit été en Egypte. Périclès, qui a commencé à les faire prospérer à Athènes, étoit de fait, quoiqu'il ne le fût pas de nom, un Monarque, par une influence qu'il a exercée pendant quarante ans sur la république qui dominoit en quelque sorte sur toute la Grèce & sur de riches Colonies. Les savans & les artistes ont raison lorsqu'ils insistent sur la nécessité de la liberté pour faire fleurir les sciences & les arts qui doivent être libres & exercés par des hommes libres; mais la paix & la tranquillité ne leur sont pas moins nécessaires que la liberté. Le gouvernement qui est le plus favorable à faire fleurir les sciences & les arts, est donc celui dans lequel on peut le plus compter sur la réunion de la liberté avec la paix & la tranquillité. Le genre de gouvernement qui offre le plus évidemment la possibilité de cette heureuse réunion, est la Monarchie tempérée, assez énergique pour garantir la paix & la tranquillité de l'Etat & assez limitée pour préserver la liberté désirable au bonheur des hommes dans l'Etat social. Les deux extrêmes de ce genre de Gouvernement sont également opposés à

cette réunion. La Monarchie absolue & arbitraire & la Démocratie dans un grand Etat, produiront toujours le despotisme que l'on s'efforce en vain de vouloir désigner par l'unité. Le despotisme est un mode de gouvernement qui existe sous toutes les formes & sous toutes les dénominations, dès que le gouvernement est arbitraire & absolu. Ce mode terrible ne peut s'éviter que par une sage constitution monarchique bien tempérée, dans laquelle seule on peut combiner tous les avantages que les hommes peuvent espérer d'un gouvernement bien organisé. Les savans, les littérateurs & les artistes qui déclament contre la Monarchie, sont les plus intéressés à la recommander, & ils devoient employer tous leurs efforts à exciter la haine des peuples contre la tyrannie des Monarques absolus, contre l'orgueil des Aristocrates qui subjuguent tout ce qui leur est soumis, & contre la fureur ambitieuse des démagogues qui agitent & bouleversent les Etats où ils dominent. Tous ces hommes exercent le Despotisme lorsque le Gouvernement est composé d'un seul des trois genres, dont le mélange & une heureuse combinaison peuvent uniquement composer un gouvernement qui soit convenable à un grand Etat.



LETTRES A UN AMI

S U R

UNE QUESTION A L'ORDRE DU JOUR.



THE LIFE OF A DECEASED

AND

THE LIFE OF A DECEASED

PREMIERE LETTRE

SUR CETTE QUESTION:

Est-il avantageux aux Peuples de changer la forme de leur Gouvernement ?

PUISQUE vous voulez, Monsieur, que je développe avec quelque étendue, ce que vous m'avez ouï dire, sur les dangers que couroit une Nation, qui change la forme de son Gouvernement, il est juste que je ne vous fasse pas long-tems attendre une bagatelle ; mais il n'est pas moins juste que ceux, à qui vous la montrerez, apprennent que j'écris une lettre & non pas un traité. En effet, il est très possible que la négligence du style nuise à la propagation de la vérité, & ce ne seroit pas la première fois que l'on auroit douté de la force des raisons lorsqu'on les auroit vues foiblement exprimées. N'exposez donc point à ce danger le sentiment que je soutiens ici, & convenez hardiment de la nullité de mes talens, plutôt que de laisser douter un moment de la certitude que je veux établir.

Il n'est personne, Monsieur ; non, il n'existe personne, même parmi les hommes inquiets & amis des révolutions, qui ne convienne qu'un changement dans la forme du Gouvernement ne peut s'opérer sans une division intestine occasionnée par les efforts du parti révolutionnaire, & par la résistance du parti possesseur de l'autorité. Cela supposé comme incontestable, toute révolution ou changement dans la forme de l'administration doit produire une guerre intérieure, & toute guerre qui n'est pas indispensable est le plus horrible fléau dont le genre humain puisse être affligé.

Donc, pour que la révolution soit excusable, il faut qu'elle soit absolument pressante & nécessaire; il faut que les maux publics soient à leur comble, & qu'il n'y ait aucun autre remède applicable à la constitution actuelle, avec quelque espoir de succès. Il faut que la ruine de l'Etat soit imminente, & que ce danger soit reconnu par des personnes sages, intéressées au bien de l'Etat par leurs possessions & dont le nombre soit assez grand pour éviter le reproche de n'être qu'une faction particulière. Il faut, enfin, que la volonté presque générale soit librement prononcée par les gens de bien & clairement annoncée par des faits & des circonstances qui rendent ce changement inévitable. De sorte que si toutes ces conditions réunies ne s'y trouvent point, toute démarche vers la révolution est une conspiration, & par conséquent un crime contre le repos & le bonheur de la Nation.

Il ne suffit donc pas, Monsieur, que la Constitution, ou le Gouvernement d'une Monarchie ou d'une République déplaît à quelques individus, fussent-ils des génies du premier ordre; car il n'est rien sur la terre qui puisse plaire à tout le monde, & les prétendus Philosophes qui osent être mécontents de Dieu, le seront, à plus forte raison, des Gouvernemens qui, après tout, ne sont que l'image de la Providence Divine. Il ne suffit pas, non plus, que la constitution ou le Gouvernement d'une Monarchie ou d'une République déplaît à un grand nombre d'individus sans mœurs, sans bien ou sans religion, parce que leur nombre ne les rend ni meilleurs citoyens, ni moins nuisibles, ni plus intéressés au bien général de l'Etat.

Est-ce que Catilina, Céthégus & les autres scélérats qui vouloient changer le Gouvernement de Rome, en auroient eu mieux le droit, s'ils avoient été plus nombreux? N'en étoient-ils pas indignes par leur conduite? Il faut voir, dans Salluste, ce qu'ils

étoient avant la conjuration. Et cet exemple, que nous pouvons citer, nous servira de flambeau pour lire dans l'ame de plusieurs conspirateurs modernes. *L'esprit de Catilina*, dit son historien, étoit dangereux & mal fait. Dès son enfance, il ne méditoit que ruines, que massacres & qu'incendies, & il s'occupoit à former des projets impraticables. Tous ceux qui, comme lui, avoient dissipé leur fortune par la débauche ou par le jeu, se joignirent à lui pour la destruction de leur patrie, parce qu'ils n'avoient plus de ressource que dans la destruction. Il seroit à souhaiter que tous les historiens des conjurations eussent eu la plume de Salluste; mais, quoiqu'ils s'expriment plus foiblement, ils ne nous montrent pas moins tous les conspirateurs avec une ame atroce, des mœurs féroces & corrompues, & une fortune ruinée ou inférieure à leur ambition, sans compter les crimes commis avant la conjuration, & indépendamment du mépris de la Divinité marqué dans toutes les actions de leur vie.

Est-ce donc à de tels hommes qu'une Nation peut devoir de meilleurs Sénateurs, un meilleur Roi, un meilleur Gouvernement? Non sans doute, mais ils sont toujours les plus empressés à l'entreprendre, parce que ne pouvant plus subsister dans l'ordre établi, ils ne demandent que trouble, & ne cherchent que désordre & que confusion; & parce qu'ils se croient capables d'opérer la révolution & de l'affermir, quoiqu'ils n'aient pas plus de capacité que de désintéressement & de probité.

Ah! qu'ils sont rares les gens de bien, les gens instruits, les gens habiles qui veulent changer le Gouvernement de leur pays! Qu'on me les produise ceux qui n'ont réellement d'autres passions que celle du bonheur de leur patrie. Qu'on me les montre ces hommes privilégiés qui réunissent toutes les qualités du cœur & tous les dons du génie. Je consens à les

voir se mêler de faire une révolution pour le meilleur Gouvernement de la chose publique; mais pour les scélérats qui ne savent que ruiner le peuple en massacrant les Rois, & détruire les mœurs en renversant les autels, ah! qu'ils rentrent dans les cachots où ils étoient détenus pour leurs crimes....

En effet, Monsieur, c'est principalement à détruire tout ce qui est bien, que les scélérats aspirent & réussissent; ce n'est point à la correction des abus, mais à la reproduction d'un plus grand nombre d'abus qu'ils s'attachent dans une révolution; de sorte que ceux-là même qui se donnent pour les régénérateurs d'une Nation, sont ceux-là même qui en sont incapables par leur impéritie, par leurs mauvaises intentions & par leurs crimes. Il faudroit donc, (en supposant la révolution absolument nécessaire, & après qu'elle auroit été demandée avec toutes les conditions que j'ai eu raison d'exiger ci-dessus,) il faudroit, dis-je, qu'une main très habile conduite par un œil très-bien intentionné, travaillât, de concert avec la plus haute sagesse, aux vrais intérêts de la Nation; il faudroit qu'une tête excellemment organisée, & un cœur infiniment droit remissent les loix à leur place, & leur rendissent la dignité qui leur appartient; encore est-il à présumer qu'un homme si sublime joindroit à tant de grandes qualités la défiance de ses forces, & douteroit plus d'une fois s'il est de l'intérêt du peuple de changer un Gouvernement établi depuis des siècles entiers.

Car la première réflexion que feroit ce Législateur, porteroit sur la difficulté de faire quelque chose de mieux que ce qu'on lui proposeroit de détruire; Il ne feroit point épris d'une perfection imaginaire qui ne se trouve point ici bas; il sauroit que l'on peut trouver des défauts dans les tableaux de Raphaël et dans les statues de Puget; mais il n'en concluroit

pas que la Transfiguration & le Crotoniaté ne sont bons qu'à être mis en pièces.

D'ailleurs, Monsieur, avant que de détruire une maison défectueuse, n'est-il pas prudent de s'assurer que l'on ne couchera pas en rase campagne la nuit suivante, & que l'on trouvera bientôt un architecte qui la rebâtira mieux ? *Destruction ! Destruction !* tel est le cri des méchans, des insensés, & des malhabiles. Ils se révoltent contre les moindres défauts qu'ils trouveront dans un édifice immense ; ils s'écrient qu'il menace ruine, en même tems qu'ils en ébranlent les fondemens ; ils attribuent le mal qu'ils font, à tous ceux qu'ils veulent rendre malheureux ou faire passer pour coupables ; ils veulent enfin que tout soit détruit, parce que tout n'est pas également bien fait.

Mais seroit-il vrai qu'il y a des momens où il est indispensable de tout renverser, sans distinction de bon & de mauvais ? Seroit-il bien vrai que dans une Constitution qui subsisteroit depuis plusieurs & plusieurs siècles, il n'y auroit pas une seule partie à conserver ? N'est-ce pas, pour un homme, une preuve bien forte d'un bon tempéramment que l'âge de cent ans auquel il est parvenu ? Et quelqu'un oseroit-il soutenir que cet homme séculaire n'avoit pas une constitution robuste ? Certainement le centenaire, lui-même, n'en voudroit pas une autre, s'il venoit à revivre, & il traiteroit d'insensés & d'ennemis ceux qui lui conseilleroient de ne pas s'en contenter. Voilà pourtant ce qu'ont pensé, voilà ce qu'ont fait des gens, d'ailleurs, de beaucoup d'esprit qui ont voulu reconstituer un puissant Royaume, tant il est difficile de faire dans la forme du Gouvernement un changement véritablement utile ; tant il est rare de trouver des Solon, même parmi les hommes qui ont des prétentions à devenir les *Législateurs* de l'Univers.

Le danger d'être plus mal donne donc déjà lieu de douter s'il est avantageux à la Nation que la forme de son Gouvernement soit changée; & la difficulté des circonstances pénibles, ainsi que la rareté des bons *réparateurs* fortifient ce doute dans tous les bons esprits; mais il n'y aura plus lieu d'en douter si l'histoire nous apprend que les Gouvernemens les moins changeans ont été les plus favorables à la gloire, à la population & à la prospérité des Nations.

De toutes les contrées que nous connoissons, il n'en est point dont le Gouvernement ait moins varié que celui de la Chine, puisque cet Empire subsiste depuis plus de trente siècles, & qu'il n'a jamais cessé d'être gouverné par un Monarque. Or aucun Etat n'est plus riche, plus peuplé, mieux policé, mieux gouverné nonobstant sa vaste étendue; les sciences & les arts y fleurissent, & la vertu y conduit à tous les honneurs. Venise, dont le Gouvernement Aristocratique subsiste depuis huit cens ans, est une preuve de la même vérité dans un autre genre. Aussi le peuple y a-t-il joui constamment de la stabilité du Gouvernement, & sa prospérité intérieure n'a pas diminué malgré l'affaiblissement extérieur de la puissance par la perte de Chypre, de Candie & de l'Archipel.

Et c'est, Monsieur, par cette prospérité intérieure que l'homme sage connoît si le peuple est heureux. Or il est vraisemblablement heureux, lorsqu'il vit tranquille dans ses possessions, sans se soulever & sans craindre; c'est alors qu'il vit content à l'ombre de sa treille & de son figuier; c'est alors qu'il jouit de son travail, qu'il augmente son industrie, & qu'il étend son commerce avec toute la sécurité qu'un Gouvernement ferme peut inspirer. Car plus un Gouvernement est ferme, plus le peuple est sûr de ses possessions, puisque tous ceux qui voudroient l'y troubler ne peuvent espérer l'impunité dont un

Gouvernement stable & vigoureux ne souffre pas même l'apparence.

Or cette sécurité dans la jouissance des possessions, nous est évidemment montrée dans l'histoire, comme étant l'état fixe & constant des peuples dont le Gouvernement éprouve peu de mutations. C'est sur cette base que j'ai vu s'établir, depuis près de quatorze cens ans, cette puissante Monarchie Française que trois ans d'anarchie ont réduite à n'être plus qu'un amas de ruines échappées à l'incendie & nageant dans le sang. Gouvernée par soixante-sept Rois succellifs issus de trois familles, elle a toujours accru ses forces & son étendue, dans les tems mêmes où elle a soutenu les guerres les plus malheureuses; & cet exemple est si frappant que je ne puis m'empêcher de le faire observer.

Prenons, en effet, Monsieur, la branche de Valois qui a occupé le trône Français trois siècles de suite. Sur treize Rois, vous n'en trouverez que deux, (Charles V & Charles VII,) que le bonheur des armes ait accompagnés. Philippe VI perdit la bataille de Crécy; Jean II celle de Poitiers, avec sa liberté; Charles VI celle d'Azincourt; François I celle de Pavie, où il fut pris; & Henri II celle de St. Quentin. Aucune de ces défaites ne fut un malheur médiocre; chacune d'elles, séparément, mit la France sur le bord du précipice; il n'est aucun historien qui ne l'ait remarqué, ni aucun homme instruit qui l'ignore. Nous savons aussi que Charles VIII prodigua inutilement le sang & les trésors Français pour la conquête de Naples; que Louis XI n'eût aucun succès dans la guerre; que Louis XII n'y fut pas heureux; & que les règnes de François II, de Charles IX & d'Heuri III, ne sont connus que par des calamités effroyables. De sorte que nul peuple, en Europe, n'a essuyé de plus grands revers que la France sous les Valois.

Cependant, n'est-ce pas sous ces mêmes Valois que la France a gagné le Dauphiné, la Provence, les Duchés de Bourgogne & de Bretagne, l'Anjou, le Maine, & les trois Evêchés? N'est-ce pas sous ces mêmes Valois qu'elle a renvoyé les Anglois dans leur Isle, après leur avoir pris quatre grandes Provinces? N'est-ce pas, enfin, sous ces mêmes Valois qu'elle est parvenue à former ce corps grand & serré, selon la remarque de Bolingbroke, qui la rend formidable à tous ses voisins? Certes, un corps qui s'agrandit & se fortifie après d'aussi rudes secousses, doit être un corps bien constitué; il doit trouver dans sa constitution le remède à d'aussi grands maux, & par là-même sa constitution est admirable.

Mais quel est donc le premier principe de cette constitution? Quelle est cette cause réelle & constante de l'accroissement du Royaume de France, dans des tems qui paroissent aussi malheureux? D'où lui est venue cette force & cette splendeur malgré tant de pertes? Et de quel établissement inhérent à sa constitution a-t-elle reçu plus de vigueur, que la foiblesse & les passions des Rois & des Ministres n'a pu lui en ôter? De quel établissement? De la stabilité du Gouvernement rendu héréditaire dans une famille, sur la tête d'un individu déterminé par la loi.

En effet, dans un Etat tel que la Pologne, d'aussi grands malheurs seroient restés sans remède, parce que la Pologne, depuis qu'elle a des Rois électifs, compte autant de guerres civiles que de Rois élus. Aussi le partage de ce Royaume a-t-il été la suite naturelle de tant d'anarchie, & certainement il y a quelque différence entre l'agrandissement de la France sous les Valois malheureux, & le démembrement de la Pologne, qui, depuis des siècles entiers, n'a pas perdu contre des étrangers une seule bataille.

Mais la France avoit la ressource de la stabilité du Gouvernement ; je l'ai déjà dit , & je veux le redire , parce que c'est la vérité la plus utile que l'on puisse faire entendre aux Nations. Il ne me sera pas difficile de joindre les preuves de raisonnement aux preuves historiques ; car lorsqu'un Gouvernement, soit Monarchique , soit Républicain , soit mixte , lorsqu'un Gouvernement, dis-je , a une forme fixe , de telle sorte que le *Roi ou le Sénat n'y meure point* , alors l'intérêt du Peuple s'incorpore avec l'intérêt du Gouvernement , ce qui est le chef-d'œuvre de la politique.

Alors le Gouvernement ne travaille point pour un règne seul , mais pour toute la suite des règnes ; le Peuple s'attache au Gouvernement & le Gouvernement au Peuple , parce que le Gouvernement est alors un établissement durable ; sur lequel on peut compter pour l'avenir , qui ne disparoît point au moment où son action est nécessaire , & dont les bons effets ne sont point achetés tous les vingt ans par une guerre civile. Le Prince électif , au contraire , (& il faut en dire autant d'un Sénat que l'on voudroit renouveler ou composer différemment ,) le Prince électif est toujours nouveau sur son trône , & ne peut se défendre d'une prédilection pour sa famille , à qui sa fortune ne doit point être transmise. On peut voir , à ce sujet , l'histoire du grand Sobieski , dont les dernières années furent troublées par le mécontentement jaloux des Polonois , malgré la gloire militaire dont il avoit atteint le comble. Ce n'est pas qu'il ne puisse arriver à un Prince héréditaire d'avoir d'autres intérêts que ceux de son Peuple ; mais le danger en est bien moindre que dans une monarchie élective ; & dans une matière aussi délicate , c'est déjà beaucoup que d'avoir évité le plus grand danger.

L'avantage de la Nation même est donc le motif

d'après lequel je me déclare pour le moins de changement dans la forme, & pour le moins de variation dans l'ordre de succession du Gouvernement, afin que la multitude, si rarement éclairée, trouve à cet égard, l'établissement tout fait, & n'abuse point du pouvoir arbitraire que la force n'exerce que trop souvent sur la raison. Le même motif me décide encore en faveur des testamens des Princes qui disposent de leur Monarchie à leur volonté, parce que cette hérédité épargne au Peuple une guerre civile. Aussi ne puis-je regarder que comme les ennemis du repos public, ces écrivains téméraires, soi-disant politiques, dont les réflexions tendent à prouver aux Peuples que de pareils testamens sont nuls. Et pourquoi seroient-ils frappés de nullité, dès qu'ils sont utiles aux peuples ? N'épargnent-ils pas les inconvéniens du choix d'une nouvelle famille, qui trouveroit dans chaque famille son égale, une ennemie puissante & déclarée ? Ne sont-ils pas un moyen assuré d'éviter les cabales & l'anarchie ? Ainsi, lorsqu'à défaut de l'hérédité naturelle, une hérédité testamentaire remplit le même objet, cette hérédité testamentaire doit être regardée comme utile, & je crois que les Nations qui s'y sont conformées ont été plus sages que les *Philosophistes* qui ont voulu la désapprouver.

Au reste, lorsque j'établis pour principe de la justification des testamens, que c'est un bien d'introduire peu de variations dans le Gouvernement ou dans la succession, pour éviter les *aberrations* de la multitude, j'ai la satisfaction de voir que la généreuse & libre Nation Angloise a suivi constamment ce même principe jusques dans ces révolutions. Car, à défaut de la succession par mâles, la succession par femmes a toujours réglé le droit au Trône Anglois. Et sans parler de Henri VII, qui n'appartenoit aux Plantagenet que par les femmes ; sans s'arrêter à

Jaques premier, qui ne venoit des Tudor que par son ayeule; on voit qu'après l'évasion de Jaques II, sa fille aînée & ensuite sa fille puînée lui succédèrent, sans que les mécontentemens que l'on avoit du pere, ayent porté préjudice aux droits de ses filles sur la succession. Nous voyons enfin que la dernière de ces deux Princesses étant morte sans postérité, tous les Anglois convinrent qu'il falloit chercher un fils des Stuarts par les femmes, & le trouvèrent Protestant comme ils le vouloient, dans l'Electeur d'Hanovre, George Louis, issu de la Princesse Sophie, fille de Jaques premier.

Je ne disconviens pourtant pas, Monsieur, que la succession naturelle ou testamentaire n'ait des inconvéniens. Je connois le danger des régences & la possibilité d'avoir un Prince foible d'esprit. Je vous accorde que la Nation peut réclamer, avec respect, l'exécution des loix, dans la forme prescrite par les loix; mais je crois que tout, en ce monde, est sujet à des abus, & que s'il falloit détruire la Royauté ou l'Aristocratie, parce qu'on peut en abuser, il faudroit aussi supprimer l'usage du feu, parce qu'il cause des incendies. D'où je conclus, qu'avec tous ses inconvéniens, un Gouvernement est meilleur, toutes choses égales, lorsqu'il est plus fixe & plus stable, parce qu'il assure mieux la tranquillité d'une Nation, & le bonheur du Peuple.

Par conséquent en supposant, Monsieur, que le Gouvernement abusât de l'autorité; le plus mauvais remède que l'on puisse appliquer à ce mal, est l'insurrection, parce que l'insurrection produit la multiplicité des tyrans, & ne laisse aucune ressource à la sûreté des personnes. En effet, un seul tyran peut dormir quelquefois, mais, sur mille tyrans, il en est toujours quelqu'un qui veille, & l'exemple de Cicéron sacrifié par Octave à la vengeance d'Antoine, prouve qu'il ne suffit pas à l'homme

de bien de se soustraire à la fureur d'un seul ; car il faut encore qu'il échappe à tous les autres. D'où je conclus que les écrits & tous les moyens employés pour soulever le Peuple , sont des atteintes au bonheur de ce même Peuple , plutôt que des attentats contre le Gouvernement. En effet , le Gouvernement n'étant établi fixe , & ne subsistant fixé que pour le bonheur & le repos du Peuple , comme je l'ai prouvé , c'est évidemment attaquer le Peuple , rechercher la ruine du Peuple , & lui enlever son trésor le plus précieux , que de le priver , *sans une extrême nécessité* , des avantages d'un Gouvernement fixe.

Vous conclurez aisément, Monsieur, de tout ce que je viens de vous écrire , que le changement dans la forme du Gouvernement me paroît très-rarement avantageux au Peuple ; quoiqu'en puissent dire certains esprits ennemis de la paix. De sorte que par conviction , & par la reconnoissance que je dois au pays qui m'a reçu , je ne conseillerois jamais à personne de souhaiter aucun changement en ce genre , quand même il ne vivroit pas sous un Gouvernement aussi doux que celui de la République de Berne. J'ajoute que ce qui seroit , en ce genre , une entreprise criminelle par-tout ailleurs , seroit de plus une extravagance & le comble du délire en Suisse , où le Gouvernement ne pèse sur personne , & semble ne s'être réservé que le soin de veiller au bonheur du Peuple , sans autre récompense que la satisfaction d'avoir rempli ses devoirs. Je crois , en vous parlant ainsi , vous donner la plus grande preuve de mon attachement , n'avoir fait que développer vos propres pensées , & vous proposer des réflexions encore plus avantageuses à vous & à tout le Peuple qu'à votre Gouvernement même.

Je suis &c.

SECONDE

£ 709



